

**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL** 2026

1	ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER AU PREMIER SEMESTRE 2026	5	5	COMPTES CONSOLIDÉS	27	
1.1	Environnement macro-économique et financier	6		1.2	Comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe Amundi au 30 juin 2026	28
1.2	Le marché de la gestion d'actifs	9		5.1	Cadre général	28
				5.2	États financiers consolidés	29
				5.3	Notes annexes aux états financiers consolidés	35
2	ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS D'AMUNDI AU PREMIER SEMESTRE 2026	10	6	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	63	
2.1	Forte activité et innovations sur les axes du nouveau PMT 2028	11		6.1	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	64
2.2	Activité et résultats	13				
3	SITUATION FINANCIÈRE	20	7	PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	65	
3.1	Ratios de solvabilité	21		7.1	Personne responsable du rapport financier semestriel	66
3.2	Endettement financier net (vision économique)	22				
4	INFORMATIONS DIVERSES	23				
4.1	Transactions avec les parties liées	24				
4.2	Événements récents et perspectives	24				
4.3	Instances de direction du Groupe et mandataires sociaux	25				
4.4	Actionnariat	26				
4.5	Facteurs de risques	26				

À propos d'Amundi

Premier gérant d'actifs européen parmi les 10 premiers acteurs mondiaux⁽¹⁾, Amundi propose à plus de 200 millions d'investisseurs une gamme complète de solutions d'épargne et d'investissement en gestion active et passive, en actifs cotés ou privés. Développée pour divers distributeurs (banques, gérants de fortune, conseillers en gestion de patrimoine...), pour les entreprises et pour les institutionnels, cette offre est enrichie de services et d'outils technologiques couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'épargne. Filiale du groupe Crédit Agricole et cotée en Bourse, Amundi gère aujourd'hui près de 2 600 milliards d'euros d'encours⁽²⁾.

Ses six plateformes internationales de gestion⁽³⁾, sa capacité de recherche financière et extra-financière, ainsi que son engagement de longue date dans l'investissement responsable en font un acteur de référence dans le paysage international de la gestion d'actifs.

Grâce à sa forte présence locale, notamment en Europe et en Asie, Amundi offre à ses clients l'expertise et les conseils de 5 400 professionnels répartis dans 34 pays.

Amundi, un partenaire de confiance qui agit chaque jour dans l'intérêt de ses clients et de la société

Remarques générales

La société Amundi, société anonyme de droit français, dont le siège social est 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris, France, immatriculée sous le numéro d'identification 314 222 902 R.C.S. Paris, est dénommée la « Société » dans le présent rapport financier. L'expression le « Groupe » ou le « Groupe Amundi » désigne la Société, ses filiales, succursales et participations.

À la date du 30 juin 2026, le capital social de la Société s'élève à 515 965 815 euros, divisé en 206 386 326 actions, toutes de la même classe, et qui sont toutes entièrement libérées et souscrites. Elles confèrent toutes le même droit de vote.

Présentation de l'information financière et autres informations

Ce rapport comprend les états financiers consolidés intermédiaires résumés d'Amundi pour l'exercice semestriel clos le 30 juin 2026, et ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes. Les comptes consolidés ont été établis en normes IFRS.

(1) Source : IPE « Top 500 Asset Managers » publié en juin 2026 sur la base des encours sous gestion au 31/12/2025q

(2) Données Amundi au 30 juin 2026

(3) Paris, Londres, Dublin, Milan, Tokyo et San Antonio (via notre partenariat stratégique avec Victory Capital)

Informations prospectives

Ce document ne constitue pas et ne fait partie d'aucune offre ou invitation à vendre, échanger, acheter ou souscrire, ni d'une sollicitation d'offre d'achat, d'échange ou de souscription de titres dans tout État ou juridiction dans lequel une telle offre, sollicitation ou vente serait illégale avant enregistrement ou agrément en vertu des lois sur les valeurs mobilières de cet État ou de cette juridiction. Aucun titre ne peut être offert, souscrit ou vendu aux États-Unis d'Amérique sans enregistrement en vertu du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « U.S. Securities Act »), sauf en vertu d'une exemption ou dans le cadre d'une opération non soumise aux exigences d'enregistrement au titre du U.S. Securities Act. Les titres d'Amundi ou de SBI Funds Management Limited (« SBI FM ») n'ont pas été et ne seront pas enregistrés au titre du U.S. Securities Act et Amundi n'a pas l'intention de procéder à une offre au public de ses titres aux États-Unis d'Amérique ou en France.

Ce présent document peut contenir des déclarations prospectives relatives à la situation financière et aux résultats d'Amundi. Ces déclarations comprennent des projections et des estimations financières fondées sur des scénarios reposant sur un certain nombre d'hypothèses économiques formulées dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné, des hypothèses relatives à des projets, objectifs et attentes en lien avec des événements, opérations, produits et services futurs, ainsi que des hypothèses en matière de performances et de synergies futures. Par nature, elles sont donc soumises à des risques et incertitudes, connus ou inconnus, susceptibles d'entraîner leur non-réalisation. En conséquence, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces déclarations prospectives et la situation financière et les résultats réels d'Amundi pourraient différer significativement de ceux projetés ou suggérés dans lesdites déclarations. Ces risques et incertitudes incluent notamment les facteurs de risque évoqués ou identifiés dans les documents rendus publics que Amundi dépose périodiquement auprès de l'Autorité des marchés financiers française, y compris les facteurs de risque présentés à la section 5.2 « Facteurs de risque » de notre Document d'Enregistrement Universel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, disponible sur la page Informations Réglementées du site internet d'Amundi (legroupe.amundi.com/informations-reglementees). Il est recommandé aux lecteurs de prendre en considération l'ensemble de ces incertitudes et risques avant de se forger leur propre opinion.

Toute déclaration prospective formulée par Amundi est faite à la date du présent document. Amundi ne s'engage en aucun cas à mettre à jour ou à réviser publiquement l'une quelconque de ces déclarations prospectives, que ce soit pour refléter de nouvelles informations, des événements ou circonstances futurs, ou pour toute autre raison, sauf si les lois et règlements applicables l'exigent.

Ce document fait référence à certaines mesures financières non-IFRS (ou indicateurs alternatifs de performance) utilisées par Amundi pour analyser les tendances opérationnelles, les performances financières et la situation financière d'Amundi et pour fournir aux investisseurs des informations supplémentaires jugées utiles et pertinentes concernant les résultats d'Amundi. Ces indicateurs alternatifs de performance ne sont pas des mesures reconnues par les normes IFRS, ou toute autre norme comptable généralement acceptée, et ils n'ont généralement pas de signification standardisée et peuvent donc ne pas être comparables avec des indicateurs portant le même nom utilisés par d'autres sociétés. Par conséquent, aucun de ces indicateurs alternatifs de performance ne doit être considéré isolément ou comme un substitut aux états financiers et aux notes y afférentes préparés conformément aux normes IFRS. Pour une définition des indicateurs alternatifs de performance inclus dans ce document et leur rapprochement avec le poste, sous-total ou total pertinent des états financiers, veuillez-vous référer à l'annexe méthodologique du présent document et à la section 4.3.4, « Indicateurs alternatifs de performance (IAP) et retraitements pro forma », de notre Document d'enregistrement universel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, disponible sur la page Informations réglementées du site internet d'Amundi (legroupe.amundi.com/informations-reglementees).

Les informations financières incluses dans le présent document et relatives aux premiers semestres et deuxièmes trimestres 2026 et 2025 et au premier trimestre 2026 ont fait l'objet d'une revue limitée des commissaires aux comptes. Certains nombres calculés (y compris des données exprimées en millions ou en milliards) et des pourcentages présentés dans ce document ont fait l'objet d'un arrondi. Le cas échéant, les totaux présentés dans ce document peuvent légèrement différer des totaux qui résulteraient de l'addition des montants exacts (non arrondis) des données ainsi calculées.

Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes. Les informations contenues dans ce document, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres entités qu'Amundi, ou sont issues de sources externes, n'ont pas été revues par une autorité de supervision, ni n'ont plus généralement fait l'objet de vérifications indépendantes, et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée quant à l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce document. Ni Amundi ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour toute décision prise ou négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce document ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels ce document pourrait faire référence.



01

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER AU PREMIER SEMESTRE 2026

- 1.1 ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 6
- 1.2 LE MARCHÉ DE LA GESTION D'ACTIFS 9

1.1 Environnement macro-économique et financier

Le premier semestre a été marqué par plusieurs événements géopolitiques majeurs. Le retrait des États-Unis de 66 organisations internationales par décret, dont celles relatives à la lutte contre le changement climatique, confirme un durcissement de la posture isolationniste américaine. En janvier, l'opération « Absolut resolve » au Venezuela s'est soldée par la capture de Nicolas Maduro et de son épouse, pour être jugés à New York pour « narcoterrorisme ». Le changement de gouvernement favorable aux États-Unis ainsi que la prise en main des réserves pétrolières vénézuéliennes (les plus importantes du monde) est un signal fort pour le continent Sud-Américain. Fin février, le déclenchement d'une opération conjointe d'Israël et des États-Unis visant à renverser le régime iranien, puis l'escalade au Liban avec la riposte du Hezbollah contre Israël et le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran ont entraîné un des chocs énergétiques les plus violents des quarante dernières années.

Les tensions autour du Groenland entre l'Union Européenne et les États-Unis ont dominé l'actualité de début d'année, Emmanuel Macron qualifiant ce bras de fer d'« appel au réveil stratégique de l'Europe ». Le Canada et la France ont ouvert un consulat à Nuuk, la capitale du Groenland, pour renforcer la présence diplomatique et contrer l'influence américaine. La guerre d'Ukraine, entrée dans sa cinquième année, continue de faire des milliers de victimes chaque semaine, avec des phases d'intenses bombardement des infrastructures militaires et civiles des deux belligérants. L'entrée répétée de drones militaires dans l'espace aérien de l'OTAN a mis les relations entre l'Europe et la Russie à nouveau sous tension et précipité la démission de la Première ministre lettone. Malgré les déclarations du Vice-Président américain JD Vance à la conférence de Munich, jugées agressives par les Européens, et les tensions entre les États-Unis et les membres de l'OTAN qui ont refusé de participer à la guerre contre l'Iran, la conférence d'Ankara a permis d'afficher la cohésion des alliés face à la Russie.

Évolution macroéconomique

États-Unis

Au premier semestre, la croissance américaine a été portée par l'investissement dans la chaîne de valeur de l'IA, alors que l'impact du choc énergétique a été partiellement compensé par les réductions de taxes. La croissance du PIB du 4^{ème} trimestre 2025 était ressortie à +0,5 % en rythme annualisé, pénalisée par les effets résiduels du « *shutdown* », avant de se redresser au 1^{er} trimestre 2026 avec une croissance confirmée à +2,1 % en rythme annualisé. Les indicateurs avancés ont, tout au long du semestre, témoigné d'une expansion des secteurs manufacturier et des services, avec un ISM Manufacturier atteignant 54 en mai, le plus haut niveau depuis 2022, puis 53,3 en juin, et un ISM Services à 54,5, sur le niveau de janvier. Toutefois, une croissance en « K » s'est progressivement confirmée, avec d'un côté les investissements dans l'IA, qui continuent de porter les secteurs de la haute technologie et de l'électronique, et de l'autre les PME, la consommation courante et la production industrielle traditionnelle, qui subissent de plein fouet le choc énergétique. Le taux d'épargne des ménages est tombé à 3 % en mai, signe d'un pouvoir d'achat sous tension, et les enquêtes de sentiment (Université du Michigan) sont au plus bas. Le marché du travail est resté dynamique avec un taux de chômage passé de 4,4 % fin 2025 à 4,2 % en juin, mais le taux de participation et les créations d'emploi dans le secteur privé sont en baisse.

La reprise de l'inflation a été le point noir du semestre. Partie de +2,4 % en janvier, elle a accéléré sous l'effet du choc énergétique pour dépasser les +4 % en mai, la mesure d'inflation PCE cœur, privilégiée par la Fed, atteignant +3,4 % (mai), son plus haut niveau depuis octobre 2023. Les prix à la production ont bondi de +6,5 % en mai, impactés par la hausse des prix énergétiques, tout comme les prix des transports. On note également une contribution des biens électroniques à l'inflation, une première depuis 30 ans, du fait de la très forte demande de composants pour le développement des centres de données. Face à ce contexte, la Réserve Fédérale (Fed) a maintenu son taux directeur inchangé dans la fourchette [3,50 %-3,75 %] tout au

long du semestre. Malgré les fortes tensions politiques, la transition entre Jerome Powell et Kevin Warsh s'est bien déroulée, rassurant les marchés. Le nouveau président a indiqué que la Fed allait prioriser la stabilité des prix et a annoncé la création de cinq groupes de travail pour redéfinir le cadre de la politique monétaire américaine. Lors de sa première conférence de presse, le ton résolument restrictif (*hawkish*) de K. Warsh et sa communication volontairement réduite ont surpris les marchés, qui anticipent désormais une première hausse de taux dès septembre 2026.

Sur le plan politique intérieur, la Cour Suprême a invalidé en février une grande part des tarifs douaniers mis en place par Donald Trump via la procédure d'urgence économique (IEEP), constituant un revers significatif pour l'agenda présidentiel. LA Cour a également confirmé l'indépendance de la Fed en protégeant ses gouverneurs contre des décisions arbitraires de la Maison Blanche. Par ailleurs, le passage du prix de l'essence au-dessus de 4 dollars par gallon et les opérations militaires en Iran ont entraîné la gronde de l'électorat Trumpiste, et les élections de mi-mandat semblent mal engagées pour les Républicains. Enfin, le semestre a été marqué par de nombreuses tensions et décès dans le cadre des opérations de la police de l'immigration (ICE). Près de huit millions de personnes se sont mobilisées dans tout le pays sous le mouvement *No Kings* contre la pratique du pouvoir de D. Trump, montrant un pays très divisé.

Zone euro

L'économie européenne, qui était en phase d'accélération en début d'année a été impactée par le conflit en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, qui ont provoqué un choc énergétique entraînant une reprise de l'inflation, une remontée des coûts de financement et un ralentissement de l'activité. Après une croissance de +1,2 % en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2025, le PIB du 1^{er} trimestre 2026 s'est contracté de -0,2 %, une première depuis le 4^{ème} trimestre 2022. Cette contraction s'explique notamment par la baisse du PIB irlandais (-12,1 %), liée à quelques grandes entreprises, mais également un

ralentissement en France (-0,1 %), tandis que l'Espagne (+0,6 %), l'Allemagne et l'Italie (+0,3 % chacune) ont mieux résisté. L'indice composite PMI HCOB est passé sous les 50 en mai, et les autres enquêtes d'activité signalent une dégradation de l'emploi, en particulier en France et en Allemagne. On constate néanmoins un point d'inflexion en juin (IFO et S&P PMI) avec la baisse du pétrole et les premiers effets du plan de relance allemand. La production industrielle progresse de façon modeste en Europe. L'excédent commercial de l'UE s'est nettement réduit du fait du déficit énergétique et d'une réduction de l'excédent des secteurs machines & véhicules concurrencés par les entreprises chinoises. Le taux de chômage est resté stable entre 6,2 et 6,4% tout au long du semestre.

L'inflation a rebondi sous l'effet de la flambée des prix du pétrole atteignant un plus haut de 3,2 % en mai, pour redescendre ensuite à 2,8 % en juin. La baisse du pouvoir d'achat des ménages se fait sentir sur la consommation car les salaires ne suivent pas. Le retour de l'inflation a amené la Banque Centrale Européenne (BCE) à relever son taux de dépôt de +25 points de base (pb) en juin à 2,25%. Le marché anticipe une ou plusieurs hausses de taux supplémentaires d'ici fin 2026. La Bulgarie a rejoint la zone euro et devient son 21^{ème} membre. L'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur est entré en application à titre provisoire en avril malgré l'opposition de la France et de l'Autriche, craignant pour leurs filières agricoles.

Royaume-Uni

Le semestre a été marqué par une résilience relative de l'économie britannique malgré un contexte difficile. La croissance du PIB à +0,9 % en variation annuelle au 4^{ème} trimestre 2025, s'est maintenue à +0,9 % au 1^{er} trimestre 2026 grâce à la vigueur des services. Les indicateurs avancés d'activité ont montré une résilience du secteur manufacturier malgré le choc énergétique (avec un indice d'activité à 53,1 en juin). Cependant, la tendance sur les services semble se retourner (Service PMI de mai à 48,7 contre 50,5). L'Office du Budget a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026, désormais attendue à +1,1 % (contre +1,4 % précédemment). Le taux de chômage s'établit à 4,9 %, en légère amélioration. Les ventes au détail ont progressé de +3,2 % en glissement annuel en juin, montrant une bonne résilience de la consommation. L'inflation est restée supérieure à l'objectif de la Banque d'Angleterre (BoE) mais est dans une trajectoire baissière. L'indice des prix à la consommation est passé de +3,4 % en décembre 2025 à +2,8 % en mai et l'inflation sous-jacente était de 2,6 % en mai. La BoE a maintenu son taux directeur inchangé à 3,75 %.

Sur le plan politique, le Premier ministre Keir Starmer, ayant perdu le soutien de son propre parti, a démissionné en juin ; Andy Burnham lui a succédé dans un contexte de vigilance des marchés obligataires.

Japon

La dynamique économique japonaise a connu une remarquable inversion de tendance entre janvier et juin 2026. Après avoir enregistré un net recul en rythme annualisé en début d'année, l'activité est repartie et la croissance du PIB a progressé de +1,8 % en fin de période. Cette amélioration a été portée par le secteur manufacturier, les exportations favorisées par la faiblesse du yen (USD/JPY à 162 à fin juin), ainsi que par la consommation des ménages, les salaires progressant désormais plus vite que l'inflation. Les indicateurs avancés confirment cette dynamique : l'enquête Tankan des grandes entreprises manufacturières a bondi

au deuxième trimestre (22), dépassant la prévision, un niveau qui n'avait plus été observé depuis plusieurs années. Même tendance du secteur des services dont les entreprises sont portées par la croissance du revenu disponible. En juin, le PMI manufacturier signalait une accélération à 54,8, tandis que le taux de chômage reculait à 2,5 %. Ces résultats plus solides renforcent les arguments en faveur d'une normalisation de la politique monétaire de la Banque du Japon et d'un yen plus fort. De plus, les pressions inflationnistes se sont intensifiées en amont, tirées par le choc énergétique : le PPI de mai a atteint +6,3 % sur un an, avec des prix à l'importation en hausse de +25,5 %. L'inflation cœur est toutefois restée contenue à +1,4 % en mai pour Tokyo. Dans ce contexte, la Banque du Japon (BoJ) a finalement relevé ses taux de +25 pb à 1,0 % le 16 juin, leur niveau le plus élevé depuis 1995. Le marché anticipe une à deux hausses supplémentaires d'ici fin 2026.

Chine

L'économie chinoise a présenté un tableau contrasté sur le semestre, suivant une logique de croissance en « K » qui s'est accentuée, avec d'un côté un secteur technologique et exportateur dynamique, mais de l'autre une demande intérieure faible et des pressions déflationnistes toujours puissantes. Après avoir atteint +4,5 % au 4^{ème} trimestre 2025, la croissance du PIB a surpris à la hausse au 1^{er} trimestre 2026 à +5 %, portée par les exportations et la production industrielle à haute valeur ajoutée. La demande intérieure a continué de faiblir : les ventes au détail ont basculé en contraction à -0,6 % en mai, une première depuis la période Covid. Le secteur immobilier recule pour la cinquième année consécutive, pesant sur la confiance des ménages. Pékin a annoncé un plan d'investissement dans les infrastructures technologiques (~300 milliards de dollars) pour compenser la faiblesse de la consommation mais jugé insuffisant par les économistes. Après plusieurs mois d'inflation faible ou négative, l'environnement de prix a connu un changement notable sous l'effet du choc énergétique, l'indice des prix à la consommation atteignant +1,2% en mai. De même, les prix à la production (IPP), longtemps en territoire négatif, sont remontés à +3,9 % en mai avec la hausse des prix des intrants. Mais, hors ce facteur exogène, les pressions déflationnistes persistent. Essayant toujours de lutter contre la déflation, la banque centrale a maintenu une politique accommodante avec des taux préférentiels inchangés (LPR à 1 an à 3,0 % et à 5 ans à 3,5 %).

Inde

L'Inde a maintenu la dynamique de croissance la plus robuste parmi les grandes économies émergentes, bien que des signaux de ralentissement soient apparus. Après une progression de +8,2 % au 3^{ème} trimestre 2025, la croissance du PIB s'est établie à +7,8 % au 1^{er} trimestre. Les indicateurs PMI ont confirmé cette vigueur, avec un PMI composite HSBC supérieur à 57 tout au long du semestre. En fin de période, la mousson tardive — Mumbai connaissant l'un de ses mois de juin les plus secs depuis deux décennies — fait peser une nouvelle incertitude sur le secteur agricole, qui emploie 43 % de la population active. L'inflation, qui s'établissait à +1,3 % en décembre 2025, a progressivement accéléré sous l'effet du choc énergétique pour atteindre +3,9 % en mai. L'inflation des prix de gros (WPI) a bondi à +9,68 % en juin — son plus haut niveau depuis quatre ans — portée par l'envolée des prix du carburant (+30,3 % sur un an). La Reserve Bank of India, qui avait abaissé son taux de repo à 5,25 % en décembre 2025, a maintenu le *statu quo* tout au long du semestre mais a révisé à la baisse ses prévisions de croissance et à la hausse ses anticipations d'inflation.

Marchés financiers

Le premier semestre a été marqué par le déclenchement du conflit en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, entraînant une envolée des prix du pétrole, une correction des actions et une hausse des taux d'intérêt – le marché anticipant un changement d'orientation de la politique monétaire. Malgré son instabilité le cessez-le-feu a laissé place à la thématique de l'IA qui a porté les marchés d'actions, mais l'importance des montants investis crée des doutes sur leur rentabilité et la solidité financière des entreprises du secteur, ce que reflète le comportement du crédit obligataire.

Actions

Le MSCI ACWI termine le semestre en hausse de +10,4 % en dollar. Les marchés émergents (+21,5 % en USD) surperformant nettement ; la Corée du Sud et Taïwan signent les meilleures performances de la zone, portées par TSMC et la demande de puces IA. Aux États-Unis, les résultats des entreprises du 1^{er} trimestre étaient en forte hausse et supérieurs aux attentes, avec des marges au meilleur niveau depuis 2009. Les grandes valeurs de technologies ("Mag 7", les 7 Magnifiques) ont largement dominé la performance, avant un repli en juin sous l'effet du resserrement des conditions financières et des craintes sur la pénurie de puces mémoire. SpaceX a réalisé la plus importante introduction en bourse de l'histoire, portée par l'engouement des investisseurs individuels. Le S&P 500 termine le semestre en hausse de +9,6 % et le Nasdaq 100 de +19,9 % en dollar. En Europe, le CAC 40 avait inscrit de nouveaux records en février avant de subir une correction sévère en mars, et le DAX a été particulièrement pénalisé par son exposition industrielle et la dépendance énergétique de l'Allemagne. Le rebond des bourses européennes a été moins marqué qu'aux États-Unis, car elles demeurent fragilisées par leur dépendance énergétique et le manque de leader dans la Tech. On notera néanmoins une superperformance dans les phases de consolidation de la thématique de l'IA. L'indice Eurostoxx 50 termine le semestre en hausse de +9,7 %. En Asie, le Japon s'impose comme l'un des marchés les plus dynamiques du semestre en hausse de +39,2 %, porté par les valeurs technologiques, dont la montée en puissance de SoftBank très exposée à l'IA, devenue la première capitalisation boursière japonaise. La Chine termine en revanche en recul de plus de -14 %, pénalisée par les craintes sur la politique anti-involution, la faiblesse de son marché intérieur et la hausse des droits de douane européens.

Obligations

Le marché obligataire a été très volatil du fait du choc énergétique de mars qui a provoqué un renversement brutal des anticipations de politique monétaire, avant une normalisation partielle en fin de période. Aux États-Unis, les taux ont d'abord poursuivi leur détente en début d'année, le UST10 ans passant sous les 4 % en février, avant de remonter

rapidement à la hausse par le choc pétrolier. Le nouveau président de la Fed Kevin Warsh a surpris les marchés avec un ton plus *hawkish* et une communication volontairement réduite. En Europe, le choc énergétique et la reprise de l'inflation ont inversé la tendance : par exemple l'OAT 10 ans a atteint un pic proche de +4 %, son plus haut depuis 2009, et les spreads avec l'Allemagne se sont écartés. Le Bund 10 ans termine le semestre à 2,86 %, mais a durablement oscillé autour de 3 %, niveau inconnu depuis 2011. Les Gilts britanniques ont été très volatils avec un taux 10 ans montant à 5,2 % en mai, avant une forte détente en juin grâce à l'engagement d'Andy Burnham sur le maintien des règles budgétaires. La normalisation du marché obligataire japonais se poursuit avec des taux d'intérêt historiquement élevés : la BoJ a relevé son taux directeur à 1 % en juin, au plus haut depuis 1995, et le JGB 10 ans atteignait 2,73 %, un sommet depuis 1997, alors que le 30 ans franchissait les 4 % pour la première fois depuis 1999.

La classe d'actif Crédit a bien résisté. Les spreads ont suivi les marchés actions dans leur volatilité, avec un fort écartement en mars puis un resserrement en avril-mai et une performance de +0,7 % à 2 % pour les indices IG (*Investment Grade*) et HY (*High Yield*).

Devises, or et pétrole

Le dollar a retrouvé son statut de valeur refuge après le choc de mars. La hausse du billet vert s'est renforcée avec la remontée des taux américains et la communication « *hawkish* » de la Fed. L'EUR/USD termine le semestre à 1,142, perdant -2,8 %. Le yen signe la plus mauvaise performance parmi les grandes devises le marché, le marché estimant que la BoJ était trop lente dans sa normalisation. Le JPY/USD a touché 163 en juin, son plus bas depuis 1986, malgré deux interventions des autorités japonaises, suivi d'une stabilisation partielle grâce à la détente des prix du pétrole.

L'or a connu un semestre en trois phases : des records en début d'année au-delà de 5 500 dollars l'once à la suite des pressions de la Maison Blanche sur la Fed et la situation géopolitique, puis un retournement violent en mars sous l'effet des cessions de fonds souverains, puis une nouvelle baisse en juin (-11,2 % sur le mois) sous l'effet de la remontée des taux d'intérêt et du renforcement du dollar. L'once termine le semestre à 4 008 dollars perdant -300 dollars.

Le pétrole a connu son semestre le plus agité depuis la pandémie, le Brent explosant à la hausse aux environs de 120 dollars le baril lors du déclenchement du conflit iranien, le blocage du détroit d'Ormuz et la destruction d'infrastructures pétrolières, avant de retomber à environ 70 dollars le baril après le cessez-le-feu en juin. L'attention des marchés s'est rapidement déplacée des craintes de pénurie vers la perspective d'un surplus d'offre de brut avec la sortie de l'OPEP des Emirats Arabes Unis et de l'Irak.

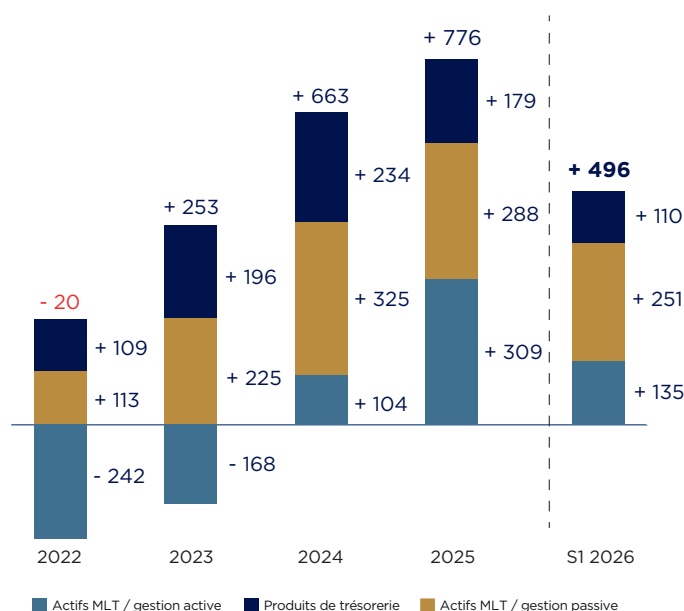
1.2 Le marché de la gestion d'actifs

Poursuite de la reprise dans un contexte toujours incertain

Le premier semestre 2026 continue sur la tendance constatée depuis plusieurs semestres. Après la forte décollecte en 2022 en gestion active moyen-long terme, marquée par le niveau élevé d'aversion aux risques des investisseurs, on observe une reprise de la collecte en fonds ouverts en Europe depuis 2023.

Sur le premier semestre 2026, la collecte en fonds ouverts sur le marché de la gestion d'actifs en Europe s'élève à +496 milliards d'euros, portée par toutes les gestions. La gestion passive et les produits de trésorerie restent dynamiques (à respectivement +251 milliards d'euros et +110 milliards d'euros). Sur le semestre, on note des flux positifs en gestion active moyen-long terme (+135 milliards d'euros au premier semestre 2026 vs +106 milliards d'euros au premier semestre 2025), tirés par la gestion obligataire (+94 milliards d'euros) et la gestion diversifiée (+48 milliards d'euros), compensant des sorties en gestion active actions (-40 milliards d'euros) dans un contexte géopolitique incertain.

Flux en fonds ouverts en Europe⁽¹⁾ (en milliards d'euros)



(1) Sources: Mornigstar FundFile, ETFGI. Fonds ouverts European & cross-border (hors mandats et fonds dédiés). Données à fin juin 2026.

02

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS D'AMUNDI AU PREMIER SEMESTRE 2026

2.1	FORTE ACTIVITÉ ET INNOVATIONS SUR LES AXES DU NOUVEAU PMT 2028	11
2.2	ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	13
2.2.1	Activité : collecte au plus haut niveau au premier semestre à +56 milliards d'euros	13
2.2.2	Résultats du premier semestre 2026 : résultat net et bénéfice par action en forte progression : +22%	15
2.2.3	Commissions nettes de gestion et marges par segments de clientèle	17
2.2.4	Indicateurs alternatifs de performance (IAP) et retraitements pro forma	18

2.1 Forte activité et innovations sur les axes du nouveau PMT⁽¹⁾ 2028

Sur le premier semestre 2026, le Groupe Amundi a enregistré une activité soutenue, alimentée par des innovations et succès commerciaux sur les axes stratégiques de développement de son plan *Invest for the Future 2028* :

Clients

- Sur la **retraite**, Amundi a collecté **+12 Md€** au premier semestre 2026, lancé de nouvelles offres et gagné plusieurs mandats majeurs, synonymes de flux récurrents .
 - lancement par Amundi Italia de **PensioNEXT**, une plateforme digitale de conseil en investissement retraite ;
 - un mandat à base de gestion indicelle et d'ETF pour **True Potential** au Royaume Uni, qui servira de brique pour les produits retraite de cette plateforme ;
 - deux mandats institutionnels pour une **grande entreprise allemande** et un **Chaebol coréen**.

Par ailleurs le mandat gagné au T4 pour le **nouveau régime en auto-adhésion de la République d'Irlande** a enregistré ses premiers flux au premier semestre.

En **France**, la collecte sur les Plans d'Épargne Retraite (**PER**) collectifs et individuels affiche une forte progression sur le premier semestre.

Et en **Allemagne**, deux accords de distribution de produits retraite « pilier 3 » ont été signés avec des distributeurs de premier plan.

La collecte des **acteurs digitaux** a représenté **+6 Md€** au premier semestre et un nouveau partenariat avec **Bitpanda** (7 millions d'utilisateurs) a été signé pour accompagner sa diversification en ETF dans toute l'Europe.

Géographies

- **L'Europe du Nord** enregistre une collecte nette de **+21 Md€**, soit près de 38% de la collecte totale, venant notamment du Royaume-Uni et d'Allemagne avec de grands distributeurs, d'Irlande avec un assureur et de Belgique grâce à une activité soutenue avec notre partenaire de Crelan. La collecte est donc diversifiée par pays et types de clients
- **L'Asie** a collecté **+16 Md€**, dont plus de 40% venant de la distribution directe (hors JV). La totalité des pays affichent une collecte positive. Au Japon, un fonds thématique innovant sur les matériaux de la transition énergétique, lancé en partenariat avec un courtier, a collecté +1,2 Md€ en 4 mois. En Inde, la **cotation de notre JV SBI Funds Management** a été un grand succès, avec une très forte sur-souscription de l'offre. Amundi a cédé 3,7% du capital, avec une plus-value nette d'impôt et de frais d'environ 300 M€. Sa participation à l'introduction en bourse, soit 32,6%, a été valorisée à 3,5 Mds€.

Solutions

- En **gestion active** la collecte atteint +16 Md€, notamment en taux/crédit. Les performances de fonds *flagships*, notamment *Global Aggregate* ou *Emerging Markets Bond* les positionnent dans le top décile de leurs catégories respectives sur trois ans. Le déploiement de la gamme « *Income* » est complet et elle rencontre ses premiers succès en Asie notamment. Enfin les stratégies US et globales de Victory Capital voient leur collecte augmenter en Europe et Asie trimestre après trimestre, à +2,9 Md€ au deuxième trimestre notamment.

Par ailleurs, Amundi a été désignée marque préférée des sélectionneurs de fonds en France⁽²⁾.

- La plateforme **ETF** a dépassé les 400 Md€ d'encours à fin juin, grâce à une collecte de +28 Md€ au S1. Trois nouveaux ETF actifs ont été lancés dont un *euro credit Investment Grade*, une expertise cœur de la gestion active Amundi. Quatre nouveaux clients ont été signés pour la plateforme *ETF-as-a-service*.

Enfin, Amundi continue à innover avec le lancement sur le semestre d'un ETP Bitcoin, reposant sur la réglementation européenne et un écosystème 100% européen, ou encore d'une gamme d'ETF innovants, offrant une pondération géographique selon les PIB de chaque pays, ainsi que de nouveaux ETF thématiques.

- Les **actifs privés**, enregistrent une collecte de **+4 Md€** au S1, grâce au gain de plusieurs mandats institutionnels en multi-gestion (dont un mandat avec la **CCR**) et à des investissements de **CA Assurances**, y compris les premiers flux vers des stratégies d'ICG.

Le partenariat avec **ICG** a d'ailleurs franchi une nouvelle étape au début du semestre, avec l'obtention des dernières autorisations réglementaires permettant à Amundi de nommer un administrateur non-exécutif au Conseil d'ICG et de porter sa participation à 9,9%, niveau qui devrait être atteint au 3^{ème} trimestre.

- En **actifs digitaux**, deux parts de **fonds tokenisées**, en euro et dollar US, ont été émises en partenariat avec Ant International en Asie.
- En **investissement responsable**, Amundi a contribué au lancement de l'un des plus importants fonds de *blended finance*, le « *Global Green Bond Initiative Fund* », porté par une coalition européenne. La collecte a débuté au deuxième trimestre avec +1 Md€ . Un mandat de conseil OCIO d'un milliard d'euros avec un assureur européen a été transformé en Net Zéro.

Par ailleurs la politique d'engagement s'applique désormais à près de 3 000 émetteurs, un chiffre qui a doublé en 5 ans.

(1) Plan à Moyen Terme, voir communiqué de presse du 18 novembre 2025

(2) Source : Fund Brand 50 / Broadridge Financial Solutions, avril 2026 : n°1 en France, n° 4 en Europe (et premier européen) et dans le top 10 mondial

Technologie

- Amundi Technology enregistre une nouvelle forte croissance de ses revenus à +23%, dont +28% pour ses revenus de licence. Deux nouveaux contrats ont été signés avec **La Banque Postale Asset Management (LBP AM)**, le gestionnaire d'actifs européen gérant 75 Md€, pour une solution de gestion de portefeuilles ALTO Investment) et **SpareBank1**, l'alliance de banques régionales norvégiennes, pour des services digitaux de conseil ALTO Wealth & Distribution), complétant l'offre de services aux conseillers et la sélection de fonds externes.

Efficiencia : utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour les services d'exécution d'ordres

- Plusieurs cas d'usage de l'IA ont été déployés avec succès par Amundi Intermédiation, entité qui gère l'exécution des ordres pour les gestions d'Amundi, et pour ses clients lui ayant sous-traité leur exécution.

Outre les cas d'usages classiques appliqués aux procédures de *Know your Broker* et appels d'offres, l'IA a été notamment déployée pour la **sélection des meilleures stratégies d'exécution** en fonction des caractéristiques de l'ordre et des conditions de marchés, et sur une **aide aux gérants obligataires** pour choisir les meilleures souches à traiter en fonction de leurs choix d'investissements. Dans les deux cas une **amélioration de la qualité d'exécution**, pourtant déjà aux meilleurs niveaux de nos pairs, peut être quantifiée.

Ces développements bénéficient aux équipes de gestion d'Amundi, en améliorant la performance de leurs fonds, mais également aux clients qui ont sous-traité leur exécution à Amundi Intermédiation.

2.2 Activité et résultats

2.2.1 Activité : collecte au plus haut niveau au premier semestre à +56 milliards d'euros

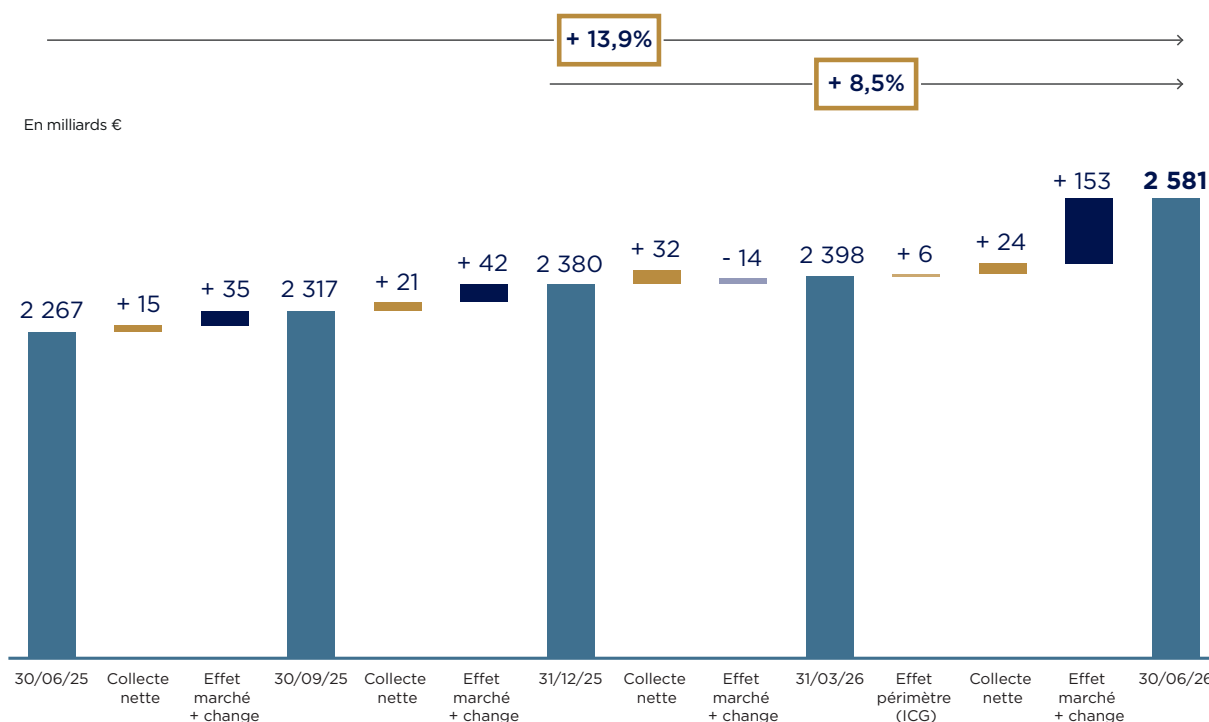
La collecte nette du semestre atteint **+56,4 Md€**, le premier semestre le plus élevé de l'histoire d'Amundi. Elle reflète une forte dynamique d'activité dans tous les segments de clientèle, classes d'actifs MLT⁽¹⁾ et géographies.

2.2.1.1 Évolution des encours sous gestion d'Amundi

Les encours gérés⁽²⁾ par Amundi au 30 juin 2026 progressent de **+13,9%** sur un an (par rapport à fin juin 2025) et de **+8,5%** sur 6 mois (par rapport à la fin 2025), à **2 581 milliards d'euros**, un plus haut historique.

L'évolution des encours sur le semestre est fortement impactée par les effets de marché et de change. L'évolution des marchés actions et obligataires augmente les encours à fin juin à hauteur de **+ 135 milliards d'euros**. L'effet change, dollar américain et roupie indienne principalement, est quasi neutre sur le semestre à **+4 milliards d'euros**. Sur un an, l'effet marché et change est positif et s'élève à **+216 milliards d'euros**.

La première consolidation d'ICG complète la progression avec un effet périmètre de **+6 Md€**.



(1) Actifs à Moyen-Long Terme (MLT), hors entreprises associées : les JV asiatiques, la distribution US de Victory Capital et ICG

(2) Encours et collecte nette incluant les actifs conseillés et commercialisés et les fonds de fonds, comprenant 100% de la collecte nette et des encours gérés des JV asiatiques ; pour Wafa Gestion au Maroc, la distribution aux clients US de Victory Capital ainsi qu'ICG, les encours et la collecte nette sont repris pour la part d'Amundi dans le capital des entités.

2.2.1.2 Encours sous gestion et collecte nette par segments de clientèle ⁽¹⁾

(en milliards d'euros)	Encours 30/06/2026	Encours 30/06/2025	% var.	Collecte S1 2026	Collecte S1 2025
Retail	890	751	+18,4%	+28,1	+11,2
Institutionnels ^(*)	753	655	+15,0%	+1,7	+17,8
Assureurs CA & SG	483	445	+8,5%	+17,6	+9,4
Entreprises associées	456	416	+9,5%	+9,0	+13,2
JVs	380	359	+6,0%	+9,1	+13,2
Victory Capital - Distribution US	70	58	+20,9%	-0,2	-0,0
ICG	6	-	NS	+0,2	-
TOTAL	2 581	2 267	+13,9%	+56,4	+51,6

* Y compris fonds de fonds

La collecte du semestre est également très diversifiée par segments de clientèle :

- **+28 Md€** pour le **Retail**, essentiellement en actifs MLT (+24 Md€), grâce à une forte collecte pour les Distributeurs tiers, à +38 Md€ (soit 19% annualisé), et malgré les sorties des réseaux UniCredit (-15 Md€ sur le 1^{er} semestre) ; les encours gérés pour les réseaux d'UniCredit s'élèvent à 75 Md€ ;
- **+2 Md€** pour l'**Institutionnel**, ce qui s'explique par une activité dynamique en Europe et en Asie, partiellement compensée par (i) des retraits sur les produits de trésorerie (-11 Md€), notamment par les entreprises, et (ii) en actifs MLT à des sorties sur deux mandats à faibles marges, en Italie avec

l'assureur d'Unicredit (-7 Md€) et dans le Golfe, pour un total combiné de -11 Md€ ; les encours gérés à fin juin avec l'assureur d'Unicredit s'élèvent à 14 Md€ ;

- **+18 Md€** pour les **Assureurs des groupes Crédit Agricole et Société Générale**, dont +15 Md€ en actifs MLT, grâce à la bonne dynamique des contrats vie en euros ;
- et **+9 Md€** pour les **Entreprises associées**. La collecte des JV atteint +9 Md€, elle a été affectée par la baisse des marchés en Inde et en Chine ainsi que par l'effet change sur la roupie. La distribution aux clients US de Victory Capital⁽²⁾ est légèrement positive, et ICG⁽²⁾ a également collecté plus de +2 Md€ au T2, soit +0,2 Md€ en quote-part Amundi

2.2.1.3 Encours sous gestion et collecte nette par types de gestion et classes d'actifs ⁽¹⁾

(en milliards d'euros)	Encours 30/06/2026	Encours 30/06/2025	% var.	Collecte S1 2026	Collecte S1 2025
Gestion active	1 221	1 118	+9,2%	+15,5	+9,1
Actions	224	196	+14,5%	-1,0	-4,8
Diversifiés	297	261	+13,6%	-0,9	-0,9
Obligations	700	661	+5,9%	+17,4	+14,9
Produits structurés	35	41	-14,5%	-5,0	-3,5
ETF & solutions indicielles	624	446	+40,0%	+37,3	+44,2
ETF & ETC	412	288	+43,1%	+27,9	+18,6
Solutions indicielles	212	158	+34,3%	+9,4	+25,6
Actifs privés et Alternatifs	68	67	+2,4%	+3,6	-1,8
Actifs MLT^(*)	1 948	1 671	+16,6%	+51,4	+48,0
Trésorerie^(*)	178	180	-1,1%	-4,0	-9,6
Total hors Entreprises associées	2 126	1 851	+14,8%	+47,4	+38,4
Entreprises associées	456	416	+9,5%	+9,0	+13,2
TOTAL	2 581	2 267	+13,9%	+56,4	+51,6
dont Actifs MLT	2 363	2 051	+15,2%	+57,6	+56,3
dont Produits de trésorerie	218	216	+0,8%	-1,2	-4,7

(*) hors entreprises associées

(1) Encours et collecte nette incluant les actifs conseillés et commercialisés et les fonds de fonds, comprenant 100% de la collecte nette et des encours gérés des JV asiatiques ; pour Wafa Gestion au Maroc, la distribution aux clients US de Victory Capital ainsi qu'ICG, les encours et la collecte nette sont repris pour la part d'Amundi dans le capital des entités.

(2) Comptabilisée pour la quote-part d'Amundi au capital, soit 27,45% pour Victory Capital et 7,72% pour ICG

Les **actifs MLT⁽¹⁾** représentent l'essentiel de la collecte du semestre, à **+51 Md€**. Cette collecte est tirée à la fois par les ETF & Solutions indicielles (+37 Md€, dont +28 Md€ pour les ETF) et la gestion active (+16 Md€, portée par les stratégies obligataires) et les actifs privés (+4 Md€).

Les **produits de trésorerie** hors entreprises associées affichent une décollecte de -4 Md€ sur le semestre, entièrement due aux rachats des Corporates sur le semestre (-5 Md€).

2.2.1.4 Encours sous gestion et collecte nette par zones géographiques

(en milliards d'euros)	Encours 30/06/2026	Encours 30/06/2025	% var.	Collecte S1 2026	Collecte S1 2025
France	1 137	1 028	+10,6%	+31,5	+9,3
Italie	194	199	-2,7%	-15,3	-3,4
Reste de l'Europe	589	461	+27,6%	+28,5	+22,8
Asie	510	460	+10,9%	+15,9	+21,6
Reste du monde	152	119	+27,2%	-4,2	+1,3
TOTAL	2 581	2 267	+13,9%	+56,4	+51,6
TOTAL HORS FRANCE	1 444	1 239	+16,5%	+24,9	+42,3

2.2.2 Résultats du premier semestre 2026 : résultat net et bénéfice par action en forte progression : +22%⁽²⁾

Les comptes du premier semestre 2025 comprennent Amundi US intégrée globalement dans chaque ligne du compte de résultat au premier trimestre et, au deuxième trimestre, la contribution de Victory Capital mise en équivalence pour la quote-part du Groupe, soit 26% en 2025 et 27% en 2026. A des fins de comparaison, les résultats du premier semestre de 2025 sont présentés pro forma comme si Amundi US avait été mise en équivalence à 100% au premier trimestre.

Données ajustées pro forma ⁽²⁾

Les **revenus nets ajustés** s'élèvent à **1 835 M€**, le plus haut niveau historique pour un semestre. Ils sont en hausse de +13,8% par rapport au premier semestre 2025 pro forma, tirés par les revenus d'activité. Les **commissions nettes de gestion** progressent de +11% S1/S1, et les commissions de **surperformance** sont à un niveau élevé, à 123 M€ (vs. 57 M€ au S1 2025). Les revenus de **technologie** s'élèvent à **63 M€** (+23% S1/S1), grâce à la croissance des revenus de licence (+28%). Les revenus **financiers** s'établissent à 30 M€ en baisse de -40% par rapport au premier semestre de 2025, impactés par la baisse des taux dans la zone euro au début de l'année.

Les **charges d'exploitation ajustées**, à **911 M€**, augmentent de **+9,4%** S1/S1 pro forma, faisant ressortir un effet ciseaux positif de plus de 4 points de pourcentage par rapport à la progression des revenus.

Le **coefficient d'exploitation** s'améliore de deux points de pourcentage à **49,6%** en données ajustées et pro forma.

Les **contributions des entreprises associées mises en équivalence**, à 154 M€ en données ajustées, sont en hausse de +35% S1/S1 pro forma. Elles intègrent pour la première fois la contribution d'ICG au deuxième trimestre (12 M€). Le reste de la progression (+25% hors effet périmètre ICG) s'explique par la forte croissance du résultat de Victory : +55% S1/S1, alors que la progression de la contribution des JV (+7%) a été fortement affectée par la baisse de la roupie indienne (-7% en moyenne S1/S1).

Le **résultat avant impôt ajusté dépasse un milliard d'euros, à 1 074 M€**, en hausse de +21% par rapport au premier semestre 2025 pro forma.

La **charge d'impôt ajustée** du premier semestre 2026 intègre la contribution exceptionnelle d'impôt en France (-56 M€), équivalente à celui du premier semestre 2025 (-54 M€).

Le **résultat net ajusté** ressort à **781 M€**, en progression de **+22,4%** S1/S1.

Le **Bénéfice net par action ajusté au premier semestre 2026** atteint **3,78 €**, en hausse également de +22% S1/S1.

(1) Actifs à Moyen-Long Terme (MLT), hors entreprises associées : les JV asiatiques, la distribution US de Victory Capital et ICG

(2) Données ajustées : voir les Indicateurs Alternatifs de performance en section 2.2.4 ; Pro forma : à des fins de comparaison, les résultats du premier semestre de 2025 sont présentés pro forma comme si Amundi US avait été mise en équivalence à 100% au premier trimestre.

Données comptables

Le **résultat net comptable part du Groupe** s'élève à **753 M€** en baisse de -24,5% par rapport au premier semestre 2025. Pour rappel en 2025, le résultat du semestre intégrait une plus-value non monétaire de 402 M€ liée à la finalisation du partenariat avec Victory Capital. Hors cette plus-value, le résultat net comptable part du groupe est en progression de +31,1% entre le premier semestre 2025 et 2026.

Comme les autres semestres, le résultat net comptable intègre diverses charges non monétaires ainsi que des coûts d'intégration relatifs au partenariat avec Victory Capital et des coûts d'acquisition

liés à ICG. Enfin, la contribution de Victory Capital comprend également un certain nombre de charges, notamment d'amortissement d'actifs intangibles (voir section 2.2.4.1).

Le **Bénéfice net par action comptable** au premier semestre 2026 atteint 3,65 €. Ce bénéfice par action ne prend pas en compte le programme de rachat d'actions en cours qui avait accumulé 3 591 949 actions au 30 juin (programme annoncé le 3 février 2026 pour 500 millions d'euros, soit environ 3% du capital avant l'opération, qui seront annulées à l'issue de l'opération).

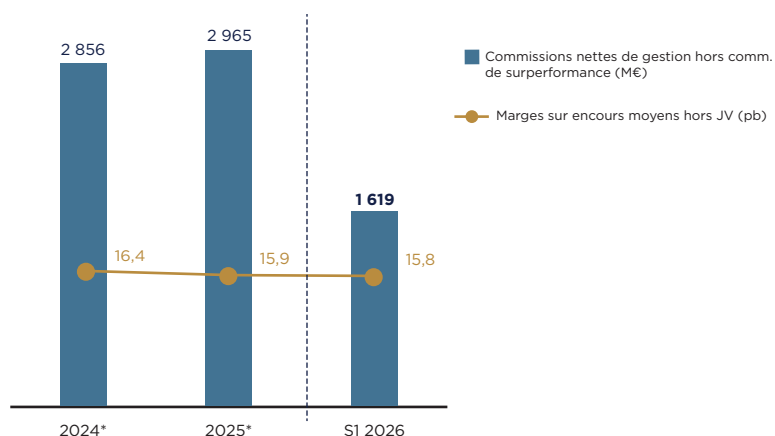
Compte de résultat

(en millions d'euros)

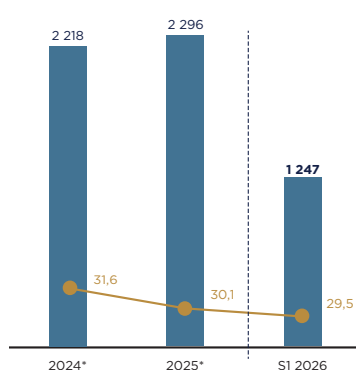
	S1 2026	S1 2025*	% var. S1/S1*
Revenus nets - ajustés	1 835	1 613	+13,8%
Commissions de gestion	1 619	1 454	+11,3%
Commissions de surperformance	123	57	NS
Technologie	63	52	+23,0%
Produits financiers & autres revenus - ajustés	30	50	-39,7%
Charges d'exploitation - ajustées	(911)	(833)	+9,4%
Coefficient d'exploitation - ajusté (%)	49,6%	51,6%	-2,0pp
Résultat brut d'exploitation - ajusté	924	780	+18,4%
Coût du risque & autres	(4)	(6)	-28,8%
Sociétés mises en équivalence - JV	71	66	+7,3%
Sociétés mises en équivalence - Victory Capital -ajusté	72	48	+48,4%
Sociétés mises en équivalence - ICG -ajusté	12	-	NS
Résultat avant impôt - ajusté	1 074	889	+20,9%
Impôts sur les sociétés - ajusté	(292)	(253)	+15,5%
Minoritaires	(1)	2	NS
Résultat net part du Groupe - ajusté	781	638	+22,4%
Amortissement des actifs intangibles après impôts	(29)	(28)	+0,6%
Participation ICG - Revalorisation à valeur de marché	(68)	-	NS
Coûts d'intégration et amortissement du PPA nets d'impôts	(2)	(3)	-29,5%
Ajustements Victory Capital (après impôts, en quote-part)	(13)	(11)	+24,3%
Ajustements ICG (après impôts, en quote-part)	85	-	NS
Plus-value Victory Capital, après impôts	-	402	NS
Résultat net part du Groupe	753	998	-24,5%
Bénéfice par action (€)	3,65	4,86	-24,9%
Bénéfice par action - ajusté (€)	3,78	3,11	+21,8%

* Afin de faciliter les comparaisons, au S1 2025 le compte de résultat a été retraité comme si Amundi US avait été consolidée par mise en équivalence à 100% au premier trimestre 2025

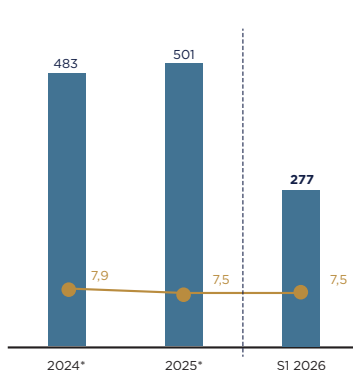
2.2.3 Commissions nettes de gestion et marges ⁽¹⁾ par segments de clientèle*



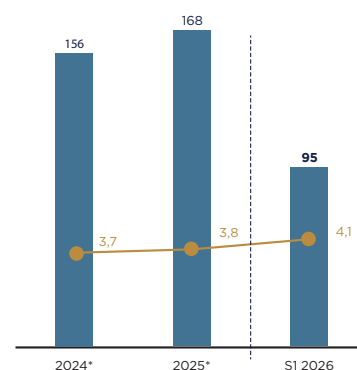
Retail



Institutionnels hors assureurs CA & SG



Mandats assureurs - CA & SG



(1) Hors commissions de surperformance ; commissions nettes de gestion / encours moyens hors JV, Victory Capital – Distribution US et ICG, annualisées

* Pro forma 2024 et 2025 : à des fins de comparaison, la marge pro forma exclut toute contribution en commissions de gestion et encours moyens de la Distribution US d'Amundi US ; le segment Retail intègre la ligne métier de l'Épargne Salariale et Retraite (qui est donc sortie du segment Institutionnels)

2.2.4 Indicateurs alternatifs de performance (IAP) et retraitements pro forma

2.2.4.1 Annexe méthodologique

2.2.4.1.1 Données pro forma

A des fins de comparaison, après la finalisation du partenariat avec Victory Capital le 1^{er} avril 2025, les résultats du premier trimestre 2025 ont été retraités comme si Amundi US avait été consolidée par mise en équivalence à 100%, donc sans contribution aux, revenus, charges et impôts mais seulement au résultat net via une ligne de société mise en équivalence.

2.2.4.1.2 Données ajustées

Amundi a choisi de présenter des données comptables ajustées pour certains éléments du résultat (revenus nets, charges générales d'exploitation, quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence) afin de mieux refléter la rentabilité économique et opérationnelle de la société. Ces ajustements ont pour objectif de neutraliser les impacts identifiés lors d'acquisitions :

- amortissements de contrats de distribution ou de contrats clients (Unicredit, Banco Sabadell, Alpha Associates) en **autres revenus** ;
- amortissements liés à la prise en compte de compléments de prix (Alpha Associates) et la variation de valeur de marché de la participation dans ICG (au T4 2025 et T1 2026) en **revenus financiers** ;
- amortissements d'actifs incorporels technologiques (aixigo) en **charges d'exploitation** ;
- coûts d'intégration et d'acquisition (Victory Capital au T2 2025, ICG au T4 2025) en **charges d'exploitation** ;
- plus ou moins-value de cession (Victory Capital au T2 2025) en **résultat sur autres actifs**
- ainsi que les charges provisionnées liées à des plans d'optimisation ou de restructuration (plan optimisation des charges au T3 2025) en **charges d'exploitation**.

Les ajustements appliqués par Victory Capital, participation cotée mise en équivalence, entre ses résultats publiés et ses résultats ajustés sont repris à l'identique dans les résultats du Groupe Amundi, car ils correspondent à des ajustements de même nature que ceux du Groupe détaillés ci-dessus. Ils sont repris dans la ligne **sociétés mises en équivalence**

Enfin au 31 mars 2026, Amundi a neutralisé l'impact de **la première consolidation d'ICG** sur la ligne **mise en équivalence** : annulation de la revalorisation des titres au T4 2025 et T1 2026 passées en revenus et reconnaissance de la situation nette ICG et activation des frais d'acquisition au T1 2026.

Les montants agrégés de ces éléments pour les différentes périodes sous revue sont les suivants :

T2 2025 : -28 M€ avant impôts et -22 M€ après impôts +402 M€ de plus-value (sans effet fiscal)

T1 2026 : -12 M€ avant impôts et -6 M€ après impôts (dont impact ICG -68 M€ en revenus et +85 M€ en sociétés mises en équivalence, soit +16 M€ après impôts)

T2 2026 : -29 M€ avant impôts et -22 M€ après impôts

S1 2025 : -55 M€ avant impôts et -43 M€ après impôts +402 M€ de plus-value (sans effet fiscal)

S1 2026 : -40 M€ avant impôts et -28 M€ après impôts (dont impact ICG -68 M€ en revenus et +85 M€ en sociétés mises en équivalence, soit +16 M€ après impôts).

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025*
Revenus nets (A)	1 727	1 573
- Amortissements des actifs intangibles avant impôts	(37)	(37)
- Autres charges non monétaires liées à Alpha Associates	(3)	(3)
Revalorisation à la valeur de marché - ICG	(68)	-
REVENUS NETS AJUSTÉS (B)	1 835	1 613
Charges d'exploitation (C)	(915)	(838)
+ Coûts d'intégration et de restructuration avant impôts	(0)	2
+ Amortissement du PPA lié à aixigo avant impôt	4	4
CHARGES D'EXPLOITATION AJUSTÉES (D)	(911)	(833)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (E) = (A)+(C)	813	736
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION AJUSTÉ (F) = (B)+(D)	924	780
Coefficient d'exploitation (C)/(A)	53,0%	53,2%
Coefficient d'exploitation ajusté (D)/(B)	49,6%	51,6%
Coût du risque et autres (G)	(4)	397
COÛT DU RISQUE ET AUTRES - AJUSTÉ (H)	(4)	(6)
Sociétés mises en équivalence - JV (I)	225	103
SOCIÉTÉ MISES EN ÉQUIVALENCE - JV - AJUSTÉ (J)	154	114
Société mises en équivalence - JV	71	66
Sociétés mises en équivalence - Victory Capital	58	38
Sociétés mises en equivalence Victory Capital - ajusté	72	48
Sociétés mises en équivalence - ICG	97	-
Sociétés mises en equivalence ICG - ajusté	12	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT (K)=(E)+(G)+(I)	1 034	1 236
RÉSULTAT AVANT IMPÔT -AJUSTÉ (L)=(F)+(H)+(J)	1 074	889
Impôts sur les bénéfices (M)	(280)	(240)
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES - AJUSTÉS (N)	(292)	(253)
Minoritaires (O)	(1)	2
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (P)=(K)+(M)+(O)	753	998
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE - AJUSTÉ (Q)=(L)+(N)+(O)	781	638
Bénéfice par action (€)	3,65	4,86
Bénéfice par action - ajusté (€)	3,78	3,11

* Les séries trimestrielles ont été retraitées comme si Amundi US avait été consolidée par mise en équivalence à 100% au T1 2025



03

SITUATION FINANCIÈRE

3.1	RATIOS DE SOLVABILITÉ	21
3.2	ENDETTEMENT FINANCIER NET (VISION ÉCONOMIQUE)	22

Les fonds propres tangibles⁽¹⁾ s'élèvent à 4,4 milliards d'euros au 30 juin 2026, en baisse (-0,5 milliard d'euros) par rapport à fin 2025 principalement en lien avec le paiement du dividende (-0,9 milliard d'euros), les rachats d'actions (-0,3 milliard d'euros) et la comptabilisation de l'écart d'acquisition lié à notre prise de participation dans ICG Plc. (-0,3 milliard d'euros), partiellement compensés par le résultat net du premier semestre (+0,8 milliard euros) et un effet positif des réévaluations de change et de participations comptabilisées par capitaux propres (+0,2 milliards d'euros).

Par ailleurs, l'agence de notation Fitch a confirmé en juillet 2026 la note A+ avec perspective stable, la meilleure du secteur.

3.1 Ratios de solvabilité

Au 30 juin 2026, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le **ratio de solvabilité CET1** d'Amundi s'élève à **12,4%**, bien au-dessus des exigences réglementaires, contre 14,3% à fin décembre 2025.

Sur le premier semestre 2026, le ratio CET1 est en baisse de -196 pb principalement sous l'effet de l'opération de rachat par Amundi de ses propres actions (entièrement déduite des fonds propres CET1 à réception de l'autorisation BCE le 26 janvier 2026) et de la poursuite de la construction de notre participation dans ICG Plc., partiellement compensées par la conservation du résultat intermédiaire du premier semestre.

Avec un ratio CET1 de 12,4% et de 13,6% en total capital, Amundi respecte amplement les exigences réglementaires.

(en milliers d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Fonds propres de base de catégorie (CET1)	2 448 ⁽²⁾	2 768
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1 = CET1 + AT1)	2 448	2 768
Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)	230	223
TOTAL DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS	2 678	2 992
TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS	19 769	19 302
dont risque de crédit (hors franchises et CVA)	7 431	7 099
dont effet des franchises	1 396	1 444
dont effet Credit Value Adjustment (CVA)	332	306
dont risque opérationnel et risque de marché	12 006	11 896
RATIO GLOBAL DE SOLVABILITÉ (%)	13,6%	15,5%
RATIO DE SOLVABILITÉ CET1 (%)	12,4%	14,3%

(1) Capitaux propres hors goodwill et immobilisations incorporelles

(2) CET1 intégrant la part conservée du résultat du semestre

3.2 Endettement financier net (vision économique)

Au 30 juin 2026, la position financière d'Amundi est nette prêteuse de 2 144 M€ (contre 2 507 M€ au 31 décembre 2025), comme l'indique le tableau ci-dessous :

(En millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
a. Trésorerie nette	3 396	2 699
b. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds monétaires et dépôts bancaires court terme	350	509
c. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds obligataires	1 267	2 107
d. Liquidités (a+b+c)	5 013	5 315
e. Position nette d'appels de marge sur les dérivés ⁽¹⁾	(1 163)	(1 103)
Dont à l'actif du bilan	391	328
Dont au passif du bilan	(1 544)	(1 432)
f. Dettes à court terme auprès des établissements de crédit	(56)	(54)
g. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme auprès des établissements de crédit	(300)	(300)
h. Dettes financières courantes auprès des établissements de crédit (f+g)	(356)	(354)
i. Part à plus d'un an des dettes à moyen long terme auprès des établissements de crédit	(1 350)	(1 350)
j. Dettes financières non courantes auprès des établissements de crédit	(1 350)	(1 350)
k. Endettement financier net (vision économique) -(h+j+d+e)	(2 144)	(2 507)

(1) Le principal facteur de variation de la position de trésorerie du Groupe provient des appels de marge sur les dérivés collatéralisés, en lien avec les émissions de produits structurés. Ce montant varie en fonction de la valeur de marché des dérivés sous-jacents.

(a) La trésorerie nette correspond aux soldes à l'actif et au passif des comptes à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes de caisse et banque centrale.

(h) et (i) Les dettes auprès des établissements de crédit ne sont assorties d'aucune caution ni garantie.

Par ailleurs, Amundi a renouvelé le 28 juillet 2022 le contrat de crédit *revolving* syndiqué multidevises d'un montant de 1 750 M€ avec un syndicat international de prêteurs, **pour une durée initiale de cinq ans et a exercé l'option d'extension de deux ans, portant l'échéance finale à juillet 2029**. Ce contrat a pour objectif d'augmenter le profil de liquidité du Groupe dans l'ensemble des devises couvertes.

Ratios de liquidité

Le ratio LCR (*Liquidity Coverage Ratio*), ratio de couverture des besoins en liquidité à un mois sous situation de stress d'Amundi était en moyenne sur 12 mois de 1 318% en juin 2026, contre 1 350% en décembre 2025. Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des établissements de crédit, en veillant à ce qu'ils disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés et immédiatement mobilisables, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1^{er} octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter de 100% à compter de 2018.

Le ratio NSFR (*Net Stable Funding Ratio*) est un ratio qui compare les actifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribue une pondération à chaque élément du bilan (et à certains éléments du hors-bilan), qui traduit leur potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an.

Amundi est assujetti à la réglementation européenne en la matière (règlement 575-2013 modifié par le règlement 2019-876 du 20 mai 2019). Le ratio NSFR d'Amundi est supérieur à 100% conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021.



04

INFORMATIONS DIVERSES

4.1	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	24
4.2	ÉVÉNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES	24
4.3	INSTANCES DE DIRECTION DU GROUPE ET MANDATAIRES SOCIAUX	25
4.4	ACTIONNARIAT	26
4.5	FACTEURS DE RISQUES	26

4.1 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2026 en note 5.2.3 « Transactions avec les parties liées ».

4.2 Événements récents et perspectives

Amundi a organisé le 25 juin 2026 un atelier de présentation aux investisseurs de ses activités en Asie, l'un des piliers de croissance de son plan stratégique « *Invest for the Future* » 2025-2028.

Amundi est présente dans cette région depuis plus de 50 ans et y a construit un dispositif local complet, combinant une forte présence directe dans les principaux centres financiers d'Asie, notamment à Hong Kong, Shanghai, Singapour et Tokyo, avec des *joint-ventures* performantes en Inde, en Chine et en Corée du Sud. Cette présence pan-asiatique lui permet de bénéficier d'une taille et d'expertises locales au sein des marchés régionaux les plus importants et connaissant la croissance la plus rapide.

A fin 2025, les actifs sous gestion gérés par Amundi pour le compte de clients asiatiques s'élevaient à 473 milliards d'euros, soit un quadruplement depuis 2015. Sa plateforme régionale s'appuie sur 12 bureaux, et des équipes d'investissement réparties sur 9 marchés asiatiques. Tirant parti à la fois de ses capacités mondiales et locales, Amundi propose une gamme complète de solutions et de services d'investissement lui permettant de répondre à l'ensemble des besoins de ses divers clients dans la région.

Amundi est également bien positionnée pour saisir les opportunités liées aux tendances favorables de l'industrie de la gestion d'actifs en Asie, notamment la croissance du patrimoine financier, l'augmentation des besoins en matière de retraite, l'expansion des actifs institutionnels ainsi qu'une demande pour davantage de diversification.

Lors de la présentation de son plan stratégique « *Invest for the Future* » organisée en novembre 2025, Amundi s'est fixée pour objectif de générer +150 milliards d'euros de collecte nette⁽¹⁾ en Asie sur la période 2025-2028. Pour atteindre cet objectif, le Groupe s'attachera à :

- nouer des partenariats avec les principaux acteurs de la **gestion de patrimoine** en Asie et **augmenter le nombre de distributeurs clients sur ce segment de +50 % d'ici 2028** ;

- élargir sa clientèle dans tous les segments institutionnels et ainsi **augmenter le nombre de clients institutionnels de +50 % d'ici 2028** ;
- **consolider le succès d'Amundi via ses *joint-ventures*** et continuer à **explorer de nouvelles opportunités pour des coentreprises** sur les marchés où cela constitue le meilleur moyen d'atteindre une taille critique et d'accéder aux marchés avec une offre pertinente ;
- **répondre à l'ensemble des besoins d'investissement liés à la retraite**, en renforçant et en adaptant les capacités d'Amundi en matière de solutions, et en tirant parti des dispositifs retraite spécifiques à chaque pays ;
- **saisir les opportunités pour rentrer sur de nouveaux marchés à forte croissance**, avec un focus particulier sur les marchés d'Asie du Sud-Est, en explorant notamment des opportunités d'implantation locale, tant par croissance organique que par le biais de coentreprises.

Pour y parvenir, Amundi **investira dans ses talents et l'excellence de sa plateforme**, avec une croissance de +30 % de ses effectifs régionaux. Le **Groupe élargira également ses capacités en matière de solutions et de produits en continuant d'innover** sur l'ensemble de son offre.

Fannie Wurtz, Directrice Générale Adjointe, Responsable du Pôle Clients et Présidente Asie, a déclaré : « *L'Asie est notre deuxième marché domestique et constitue un moteur de croissance éprouvé pour Amundi. Nous accélérons nos ambitions afin de saisir les opportunités significatives dans la région, en nous appuyant sur notre forte présence locale, nos partenariats et nos coentreprises fructueuses, ainsi que sur notre expertise en matière d'investissement combinant des approches globale et locale afin de servir efficacement nos clients. Grâce à notre feuille de route claire, nous sommes confiants dans notre capacité à atteindre notre objectif de +150 milliards d'euros de collecte nette sur la période 2025-2028.* ».

(1) Hors la sortie exceptionnelle en Inde qui résultera de l'appel d'offres du fonds de pension EPFO

4.3 Instances de direction du Groupe et mandataires sociaux

Le 18 mai 2026, Amundi a annoncé quelques évolutions dans son organisation, afin d'amplifier sa croissance et son développement.

Ces évolutions visent à :

- Simplifier son organisation
- Renforcer l'accompagnement de ses clients
- Soutenir le développement dans les régions et les segments de marché à forte croissance
- Accentuer la transversalité et l'agilité de l'entreprise.

L'organisation est structurée autour de **cinq pôles** :

- Le pôle Stratégie, Finance et Contrôle dirigé par **Nicolas Calcoen**, Directeur Général Délégué
- Le pôle Clients dirigé par **Fannie Wurtz**, Directrice Générale Adjointe, Directrice du pôle Clients
- Le pôle Investissements dirigé par **Vincent Mortier**, Directeur Général Adjoint, Directeur des Gestions
- Le pôle Opérations et Technologie dirigé par **Claire Cornil**, Directrice des Opérations
- Le pôle Transformation, Ressources humaines et Communication dirigé par **Sarah Finkelstein**, Directrice de la Transformation.

L'organisation est également structurée autour de **3 régions** :

- L'Europe⁽¹⁾, supervisée par **Olivier Mariée**, Président Europe
- L'Asie, supervisée par **Fannie Wurtz**, Présidente Asie
- L'Amérique du Nord, supervisée par **Nicolas Calcoen**, Président Amérique du Nord.

Le **Comité de Direction Générale** d'Amundi est composé de :

- **Valérie Baudson**, Directrice Générale
- **Nicolas Calcoen**, Directeur Général Délégué
- **Fannie Wurtz**, Directrice Générale Adjointe, Directrice du pôle Clients et Présidente Asie
- **Vincent Mortier**, Directeur Général Adjoint, Directeur des Gestions
- **Claire Cornil**, Directrice des Opérations
- **Sarah Finkelstein**, Directrice de la Transformation
- **Olivier Mariée**, Président Europe, Directeur des Joint-Ventures et des Réseaux partenaires internationaux

- **Benoît Tassou**, Directeur des Réseaux partenaires France, Président de CPRAM
- **Céline Boyer-Chammard**, Secrétaire générale
- **Philippe d'Orgeval**, Directeur adjoint des Gestions
- **Isabelle Senéterre**, Directrice des Ressources humaines
- **Cinzia Tagliabue**, Directrice Italie
- **Eric Vandamme**, Directeur des Risques.

Ont également été annoncées les nominations suivantes au sein d'Amundi :

- **Thierry Ancona**, Vice-Président du pôle Clients
- **Gaëtan Delculée**, Directeur de la Distribution & Banques Privées
- **Alexandre Lefebvre**, Directeur du métier Actifs Privés et Alternatifs
- **Adrienne Meunier**, Directrice Adjointe des Ressources Humaines.

Cette nouvelle organisation est effective depuis le 18 mai 2026.

Par ailleurs, depuis l'assemblée générale du 2 juin 2026, le **Conseil d'Administration** est composé de la façon suivante :

- **Olivier Gavalda**, Président du Conseil d'Administration
- **Pierre Cambefort**, administrateur depuis 2025
- **Virginie Cayatte**, administratrice indépendante depuis 2015
- **Laurence Danon-Arnaud**, administratrice indépendante depuis 2015
- **Patrice Gentié**, administrateur depuis 2021
- **Gérald Grégoire**, administrateur depuis 2024
- **Michèle Guibert**, administratrice depuis 2020
- **Clotilde L'Angevin**, administratrice depuis 2025
- **Nicolas Mauré**, administrateur depuis 2025
- **Jean-Christophe Mieszala**, administrateur indépendant depuis 2025
- **Dominique Potiron**, administratrice indépendante depuis le 2 juin 2026
- **Nathalie Wright**, administratrice indépendante depuis 2022
- **Joseph Ouedraogo**, administrateur élu par les salariés depuis 2022.

(1) Et Amérique Latine

4.4 Actionnariat

Situation au 30 juin 2026 :

	31/12/2024		31/12/2025		30/06/2026	
(unités)	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Groupe Crédit Agricole	141 057 399	68,67%	141 057 399	68,35%	141 057 399	68,35%
Salariés	4 272 132	2,08%	4 990 841	2,42%	4 487 042	2,35%
Flottant	58 097 246	28,28%	58 706 240	28,44%	55 676 280	26,98%
Autocontrôle	1 992 485	0,97%	1 631 846	0,79%	4 805 605	2,33%
NOMBRE D' ACTIONS EN FIN DE PÉRIODE	205 419 262	100,0%	206 386 326	100,0%	206 386 326	100,0%

4.5 Facteurs de risques

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté sont décrits de façon détaillée dans le chapitre 5 « Gestion des risques et adéquation des fonds propres » du document d'enregistrement universel du Groupe de l'exercice 2025 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2026, sous le numéro D.26-0183.

La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation ou les résultats financiers du Groupe Amundi. Par ailleurs, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date du présent rapport, pourraient avoir des effets négatifs sur le Groupe Amundi.

05

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU GROUPE AMUNDI AU 30 JUIN 2026

	28
5.1 CADRE GÉNÉRAL	28
5.2 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	29
5.2.1 Compte de résultat	29
5.2.2 Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30
5.2.3 Bilan actif	31
5.2.4 Bilan passif	31
5.2.5 Tableau de variation des capitaux propres	32
5.2.6 Tableau de flux de trésorerie	34
5.3 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	35



Comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe Amundi au 30 juin 2026

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

5.1 Cadre général

Le Groupe Amundi (« Amundi ») est un ensemble de sociétés ayant pour activité principale la gestion d'actifs pour le compte de tiers.

Amundi est l'entité consolidante du Groupe Amundi et est une Société Anonyme à conseil d'administration (numéro d'immatriculation 314 222 902 RCS Paris - France) au capital de 515 965 815,00 euros composé de 206 386 326 titres d'un nominal de 2,50 euros. Son siège social est situé au 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris.

Les actions Amundi sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Amundi est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Amundi est un établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sous le numéro 19530. Les sociétés du Groupe exerçant une activité de gestion ont obtenu des autorités de surveillance dont elles dépendent, soit en France, soit à l'étranger, les agréments nécessaires à celle-ci.

Au 30 juin 2026, Amundi est détenue par Crédit Agricole S.A. à hauteur de 66,67% et par d'autres sociétés du groupe Crédit Agricole à hauteur de 1,67%.

Amundi est consolidée par intégration globale dans les comptes de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole.

5.2 États financiers consolidés

5.2.1 Compte de résultat

En milliers d'euros

	Notes	S1 2026	2025	S1 2025
Revenus des commissions et autres produits des activités clientèle (a)		3 676 915	6 400 280	3 176 268
Charges de commissions et autres charges des activités clientèle (b)		(1 930 145)	(3 200 926)	(1 595 970)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur activités clientèle (c)		24 731	83 136	44 077
Intérêts et produits assimilés (d)		72 034	166 647	87 166
Intérêts et charges assimilées (e)		(68 958)	(156 188)	(79 716)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (f)		(32 342)	78 291	46 258
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (g)		3 134	4 184	3 308
Produits des autres activités (h)		31 160	66 552	31 464
Charges des autres activités (i)		(49 306)	(100 300)	(49 896)
Revenus nets des commissions et autres activités clientèle (a)+(b)+(c)	2.1	1 771 501	3 282 490	1 624 374
Produits nets financiers (d)+(e)+(f)+(g)	2.2	(26 132)	92 934	57 016
Autres produits nets (h)+(i)	2.3	(18 146)	(33 748)	(18 432)
REVENUS NETS		1 727 223	3 341 676	1 662 959
Charges générales d'exploitation	2.4	(914 595)	(1 895 395)	(904 899)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		812 629	1 446 281	758 060
Coût du risque	2.5	(3 966)	(8 709)	(5 939)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		225 344	201 260	85 504
Gains ou pertes sur autres actifs	2.6	(139)	402 371	402 480
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		1 033 868	2 041 203	1 240 105
Impôts sur les bénéfices	2.7	(279 612)	(451 966)	(244 561)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		754 256	1 589 238	995 544
Participations ne donnant pas le contrôle		(1 371)	3 004	2 133
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		752 885	1 592 242	997 676

5.2.2 Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	S1 2026	2025	S1 2025
Résultat net		754 256	1 589 238	995 544
• Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		(1)	6 504	3
• Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre				
• Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	3.5	144 812	47 690	37 930
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		144 811	54 194	37 933
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence				
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		(1)	(2 171)	(2)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat		144 810	52 023	37 932
• Gains et pertes sur écarts de conversion (a)		9 485	(66 502)	(67 979)
• Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (b)	3.5	755	4 669	3 321
• Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture (c)				
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence (a)+(b)+(c)		10 240	(61 833)	(64 658)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence		(417)	(1 010)	(668)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		44 643	(154 877)	(139 903)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables ultérieurement en résultat		54 466	(217 719)	(205 229)
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		199 276	(165 696)	(167 298)
RÉSULTAT NET TOTAL Y COMPRIS GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		953 533	1 423 541	828 246
dont part du Groupe		949 803	1 429 919	834 531
dont participations ne donnant pas le contrôle		3 730	(6 378)	(6 285)

5.2.3 Bilan actif

En milliers d'euros	Notes	30.06.2026	31.12.2025
Caisse et banques centrales	3.1	2 746 519	1 897 931
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2	21 107 640	22 600 448
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.5	2 112 223	1 927 132
Actifs financiers au coût amorti	3.6	1 195 580	1 108 233
Actifs d'impôts courants et différés	3.9	334 395	242 741
Comptes de régularisation et actifs divers	3.10	2 694 840	2 201 494
Participations dans les entreprises mises en équivalence		2 131 831	1 542 536
Immobilisations corporelles		391 907	297 155
Immobilisations incorporelles		344 293	365 390
Ecart d'acquisition	3.11	6 564 541	6 560 618
TOTAL DE L'ACTIF		39 623 770	38 743 678

5.2.4 Bilan passif

En milliers d'euros	Notes	30.06.2026	31.12.2025
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.3	19 820 686	19 896 258
Passifs financiers au coût amorti	3.7	1 558 522	1 418 058
Passifs d'impôts courants et différés	3.9	393 803	236 205
Comptes de régularisations et passifs divers	3.10	4 915 065	4 066 144
Provisions		91 729	119 530
Dettes subordonnées	3.8	313 205	306 106
Total dettes		27 093 011	26 042 300
Capitaux propres part du groupe		12 477 066	12 655 315
Capital et réserves liées	3.12	2 821 732	3 086 051
Réserves consolidées		8 735 194	8 006 685
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		167 255	(29 662)
Résultat de la période		752 885	1 592 242
Participations ne donnant pas le contrôle		53 694	46 063
Total capitaux propres		12 530 759	12 701 378
TOTAL DU PASSIF		39 623 770	38 743 678

5.2.5 Tableau de variation des capitaux propres

	Part du Groupe							Capitaux propres Part du Groupe
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat net	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Eliminations des titres autodétenus	Total capital et réserves consolidées	En capitaux propres non recyclables	En capitaux propres recyclables		
en milliers d'euros								
CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER 2025	513 548	11 475 940	(119 566)	11 869 922	94 241	38 420	-	12 002 584
Augmentation de capital				-				-
Variation des titres auto-détenus		(17 338)	19 502	2 163				2 163
Dividendes versés au cours du 1 ^{er} semestre 2025		(866 262)		(866 262)				(866 262)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-				-
Mouvements liés aux paiements en actions		961		961				961
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(882 640)	19 502	(863 138)	-	-	-	(863 138)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		19 516		19 516	37 932	(61 173)		(3 725)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-		(139 903)		(139 903)
Résultat du 1er semestre 2025				-			997 676	997 676
Résultat global du 1er semestre 2025	-	-	-	-	37 932	(201 077)	997 676	834 532
Autres variations	-	(607)		(607)				(607)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025	513 548	10 612 210	(100 065)	11 025 693	132 173	(162 656)	997 676	11 992 886
Augmentation de capital	2 418	40 723	-	43 140	-	-	-	43 140
Variation des titres auto-détenus	-	739	(686)	54	-	-	-	54
Dividendes versés au cours du 2nd semestre 2025	-	(0)	-	(0)	-	-	-	(0)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	24 156	-	24 156	-	-	-	24 156
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 418	65 618	(686)	67 350	-	-	-	67 350
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	14 091	1 704	-	15 795
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	(14 972)	-	(14 972)
Résultat du 2nd semestre 2025	-	-	-	-	-		594 565	594 565
Résultat global du 2nd semestre 2025	-	-	-	-	14 091	(13 269)	594 565	595 387
Autres variations	-	(310)	-	(310)	-	-	-	(310)
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	515 966	10 677 518	(100 750)	11 092 733	146 264	(175 925)	1 592 242	12 655 314
Affectation du résultat 2025		1 592 242		1 592 242			(1 592 242)	-
CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER 2026	515 966	12 269 759	(100 750)	12 684 975	146 264	(175 925)	-	12 655 314
Augmentation de capital				-				-
Variation des titres auto-détenus		(14 589)	(264 319)	(278 908)				(278 908)
Dividendes versés au cours du 1er semestre 2026		(859 578)		(859 578)				(859 578)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-				-
Mouvements liés aux paiements en actions		10 775		10 775				10 775
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(863 393)	(264 319)	(1 127 712)	-	-	-	(1 127 712)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	144 810	7 465		152 275
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-		44 643		44 643
Résultat du 1er semestre 2026				-			752 885	752 885
Résultat global du 1er semestre 2026	-	-	-	-	144 810	52 108	752 885	949 803
Autres variations		(337)		(337)	(2)			(339)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026	515 966	11 406 029	(365 069)	11 556 926	291 072	(123 817)	752 885	12 477 066

	Participations ne donnant pas le contrôle				Capitaux propres consolidés
	Capital réserves consolidées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Participations ne donnant pas le contrôle	
		En capitaux propres non recyclables	En capitaux propres recyclables		
en milliers d'euros					
CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER 2025	50 340	(0)	2 102	52 442	12 055 026
Augmentation de capital				-	-
Variation des titres auto-détenus				-	2 163
Dividendes versés au cours du 1er semestre 2025				-	(866 262)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-	-
Mouvements liés aux paiements en actions				-	961
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	(863 138)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			(4 153)	(4 153)	(7 878)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-	(139 903)
Résultat du 1er semestre 2025	(2 133)			(2 133)	995 544
Résultat global du 1er semestre 2025	(2 133)	-	(4 153)	(6 286)	828 246
Autres variations				-	(607)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025	48 207	(0)	(2 051)	46 157	12 039 043
Augmentation de capital	-	-	-	-	43 140
Variation des titres auto-détenus	-	-	-	-	54
Dividendes versés au cours du 2nd semestre 2025	-	-	-	-	(0)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	24 156
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	67 350
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	779	779	16 574
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	(14 972)
Résultat du 2nd semestre 2025	(871)	-	-	(871)	593 694
Résultat global du 2nd semestre 2025	(871)	-	779	(92)	595 295
Autres variations	(1)	-	-	(1)	(311)
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	47 335	(0)	(1 271)	46 063	12 701 378
Affectation du résultat 2025				-	-
CAPITAUX PROPRES AU 1ER JANVIER 2026	47 335	(0)	(1 271)	46 063	12 701 378
Augmentation de capital				-	-
Variation des titres auto-détenus				-	(278 908)
Dividendes versés au cours du 1er semestre 2026	(3 702)			(3 702)	(863 280)
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	7 603			7 603	7 603
Mouvements liés aux paiements en actions				-	10 775
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 901	-	-	3 901	(1 123 811)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			2 358	2 358	154 633
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence				-	44 643
Résultat du 1er semestre 2026	1 371			1 371	754 256
Résultat global du 1er semestre 2026	1 371	-	2 358	3 730	953 533
Autres variations				-	(339)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026	52 608	(0)	1 087	53 694	12 530 759

5.2.6 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie du Groupe est présenté ci-après selon le modèle de la méthode indirecte. Les flux de l'exercice sont présentés par nature : activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement.

Les *activités opérationnelles* sont représentatives des activités pour compte de tiers qui se traduisent principalement par des flux de commissions ainsi que des activités pour compte propre (placements et financements associés, intermédiation de swaps entre les fonds et le marché...). Les flux d'impôts sont présentés en totalité dans les activités opérationnelles.

Les *activités d'investissement* reprennent les acquisitions et cessions des participations consolidées et non consolidées ainsi que les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les *activités de financement* recouvrent l'ensemble des opérations portant sur les capitaux propres (émissions, rachats d'actions ou autres instruments de capitaux propres, distribution de dividendes...) et les emprunts à long terme.

La notion de *trésorerie nette* comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, les comptes ordinaires de banque (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes et prêts au jour le jour.

En milliers d'euros	Notes	S1 2026	2025	S1 2025
Résultat avant impôt		1 033 868	2 041 203	1 240 105
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles		51 932	110 251	52 618
Dépréciation des écarts d'acquisition				
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		(28 044)	43 199	16 155
Quote-parts de résultat liées aux sociétés mises en équivalence		(225 344)	(201 260)	(85 504)
Résultat net des activités d'investissement		139	(425 780)	(425 889)
Résultat net des activités de financement		9 217	18 652	9 437
Autres mouvements		10 510	30 957	2 925
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		(181 591)	(423 982)	(430 258)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(79 927)	(184 311)	(322 218)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1)	1 138 125	242 265	885 295
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(2)	318 045	435 932	178 812
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		94 658	216 375	61 143
Impôts versés	2.7	(213 760)	(506 318)	(233 819)
Diminution (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		1 257 141	203 944	569 213
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (a)		2 109 418	1 821 165	1 379 060
Flux liés aux participations		(184 671)	(350 634)	(39 994)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(57 546)	(93 569)	(43 982)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (b)		(242 217)	(444 202)	(83 975)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(1 140 590)	(822 610)	(863 936)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		(28 235)	(54 774)	(19 331)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)	(3)	(1 168 826)	(877 385)	(883 267)
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie (d)		2 436	(17 159)	(12 266)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)		700 812	482 419	399 552
Trésorerie à l'ouverture		2 703 425	2 221 005	2 221 005
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		1 897 931	1 368 925	1 368 925
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		805 494	852 080	852 080
Trésorerie à la clôture		3 404 237	2 703 425	2 620 557
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		2 746 519	1 897 931	1 872 414
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		657 718	805 494	748 143
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		700 812	482 419	399 552

(1) Les flux des opérations affectant les actifs et passifs financiers intègrent les investissements et désinvestissements dans le portefeuille de placement.

(2) Les flux des actifs et passifs non financiers comprennent les appels de marge sur les dérivés collatéralisés ; ces montants fluctuent en fonction de la juste valeur des dérivés sous-jacents.

(3) Les flux des opérations de financement intègrent l'impact du versement des dividendes relatifs à l'exercice 2025 aux actionnaires ainsi que les flux liés au programme de rachat d'action. Ils intègrent également les flux de diminution des dettes locatives reconnus dans le cadre de l'application d'IFRS 16.

5.3 Notes annexes aux états financiers consolidés

Sommaire des notes

NOTE 1	PRINCIPES ET MÉTHODES	36	NOTE 4	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	52
1.1	Normes applicables et comparabilité	36	4.1	Dérivés	52
1.2	Format de présentation des états financiers	37	4.2	Autres actifs et passifs financiers	52
1.3	Principes et méthodes comptables	38	4.3	Actifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan	53
NOTE 2	NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	39	4.4	Passifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan	55
2.1	Revenus nets de gestion	39	4.5	Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût	55
2.2	Produits nets financiers	39	NOTE 5	AUTRES INFORMATIONS	56
2.3	Autres produits nets	40	5.1	Information sectorielle	56
2.4	Charges générales d'exploitation	40	5.2	Parties liées	56
2.5	Coût du risque	42	5.3	Périmètre de consolidation	59
2.6	Gains ou pertes sur autres actifs	44	5.4	Engagements hors bilan	62
2.7	Impôts	44	5.5	Événements postérieurs à la clôture	62
2.8	Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	45			
NOTE 3	NOTES RELATIVES AU BILAN	47			
3.1	Caisses et banques centrales	47			
3.2	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	47			
3.3	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	48			
3.4	Informations sur la compensation des actifs et passifs financiers	49			
3.5	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	50			
3.6	Actifs financiers au coût amorti	50			
3.7	Passifs financiers au coût amorti	50			
3.8	Dettes subordonnées	50			
3.9	Actifs et passifs d'impôts courants et différés	51			
3.10	Comptes de régularisation, actifs et passifs divers	51			
3.11	Ecarts d'acquisition	51			
3.12	Capitaux propres	52			

Faits marquants

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2026 sont présentés de façon détaillée en note 5.3.

Nous soulignons ici les principaux événements affectant la vie du Groupe au cours du premier semestre 2026.

Programme de rachat d'actions

Le 4 février 2026, Amundi a annoncé par voie de communiqué de presse le lancement d'un programme de rachat d'actions d'un montant de 500 millions d'euros représentant environ 3% du capital d'Amundi à la date de cette annonce.

La période de rachat de ses actions a débuté le 4 février 2026 et se terminera au plus tard le 26 janvier 2027.

Au 30 juin 2026, 3 592 milliers d'actions ont été rachetées dans le cadre de ce programme pour un montant total de 286,8 millions d'euros enregistrés en déduction des capitaux propres.

Partenariat stratégique entre Amundi et ICG

Dans la poursuite de l'accord de partenariat stratégique de long terme annoncé en 2025 avec la société de gestion ICG, Amundi a annoncé le 19 février 2026 avoir obtenu l'ensemble des autorisations réglementaires requises pour être représenté au sein du Conseil d'administration d'ICG.

Vincent Mortier, Directeur des Gestions du Groupe Amundi, a rejoint le Conseil d'administration d'ICG en qualité d'administrateur non exécutif à compter du 31 mars 2026 et est également devenu membre du Comité des nominations et de la gouvernance du Conseil d'administration d'ICG.

A compter de cette date la participation d'Amundi dans ICG est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. A ce titre, un produit de 85 millions d'euros correspondant à l'effet de première consolidation d'ICG est reconnu sur le poste quote-part de résultats des sociétés mises en équivalence. L'impact de la revalorisation des titres ICG avant la date de consolidation est enregistré pour un montant de -68,3 millions d'euros sur le poste des produits nets financiers.

Au 30 juin 2026, Amundi détient 7,7 % du capital d'ICG et prévoit d'acquérir une participation économique totale de 9,9 % dans ICG.

Les impacts de cette opération sont décrits dans la note relative aux évolutions de périmètre (note 5.3.2).

Note 1 PRINCIPES ET MÉTHODES

1.1 Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe Amundi au 30 juin 2026 ont été préparés en suivant les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ainsi les comptes consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les notes annexes et les informations requises par les normes IFRS pour les comptes consolidés annuels et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2025, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires.

1.1.1 Référentiel appliqué au 30 juin 2026

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe Amundi au 30 juin 2026 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2025 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « *carve out* »).

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2026 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2026.

Celles-ci portent sur :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Normes, amendements ou interprétations	Date de première application obligatoire exercices ouverts à compter du	Effet significatif pour le Groupe
Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 sur le classement et l'évaluation des instruments financiers	1er janvier 2026	Non
Améliorations annuelles des IFRS – volume 11	1er janvier 2026	Non
IFRS 9 - IFRS 7		
Contrats d'électricité dépendante de la nature	1er janvier 2026	Non

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 sur le classement et l'évaluation des instruments financiers, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI (Solely Payments of Principal and Interest).

En particulier, l'IASB a précisé au travers de ces amendements le traitement d'instruments dont les flux de trésorerie varient selon un ou des événements éventuels. Lorsque la nature de l'événement éventuel lui-même n'est pas directement liée à des changements dans les risques et coûts de base du prêt, l'actif financier présente des flux de trésorerie contractuels SPPI si, et seulement si, dans tous les scénarios contractuellement possibles, les flux de trésorerie contractuels ne seraient pas significativement différents des flux de trésorerie contractuels d'un instrument financier ayant des conditions contractuelles identiques, mais sans un tel événement éventuel.

Les instruments présentant des flux de trésorerie variant selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise (dits « ESG ») sont considérés par l'IASB comme non directement liés, et sont donc sujets à ces amendements. L'IASB cite en exemple de ces instruments un prêt dont le taux d'intérêt est ajusté à chaque période de déclaration d'un nombre fixe de points de base si le débiteur atteint une réduction contractuellement spécifiée de ses émissions de carbone au cours de la période de déclaration précédente.

Amundi ne détient aucun instrument financier entrant dans le champs de ces amendements au 30 juin 2026.

1.1.2 Normes IFRS non encore adoptées par l'Union européenne

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027.

La norme IFRS 18 telle qu'adoptée par l'Union européenne le 13 février 2026 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 nouvelles catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

Ces nouvelles catégories s'accompagnent de reclassements d'éléments du compte du résultat par rapport à IAS 1, qui dépendent de la notion « d'activité principale » au sens d'IFRS 18.

Les travaux de préparation de mise en œuvre et de chiffrage des impacts au sein d'Amundi sont en cours

1.1.3 Normes IFRS non encore adoptées par l'Union européenne

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2026 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par Amundi. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par Amundi au 30 juin 2026.

1.2 Format de présentation des états financiers

Amundi présente son bilan par ordre de liquidité décroissante. Le bilan actif et passif est présenté en 5.2.3. et 5.2.4.

Le compte de résultat est présenté par nature en 5.2.1.

Les principaux agrégats du compte de résultat sont :

- les revenus nets, incluant les revenus nets des commissions et des autres activités clientèle (note 2.1) et les produits nets financiers (note 2.2),

- les charges générales d'exploitation (note 2.4),
- le coût du risque (note 2.5),
- la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence,
- les gains ou pertes sur autres actifs (note 2.6),
- les impôts sur les bénéfices (note 2.7).

1.3 Principes et méthodes comptables

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des comptes semestriels

Pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés, le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retient certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Ces estimations se traduisent dans la détermination des produits et des charges et l'évaluation des actifs et passifs ainsi que dans l'information figurant en annexe aux états financiers.

Cet exercice suppose que la Direction exerce son jugement sur la base des informations disponibles au moment de l'établissement des comptes.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est donc possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent des estimations.

Les résultats futurs peuvent en effet être influencés par de nombreux facteurs, notamment (cette liste n'est pas exhaustive) :

- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les risques liés aux marchés financiers comprenant aussi bien les évolutions des marchés nationaux et internationaux que les fluctuations des taux d'intérêt, des cours de change, des actions ainsi que des spreads de crédit. Le Groupe Amundi, en lien avec la sensibilité immédiate des actifs sous gestion à toute variation des marchés financiers (actions, taux...), peut-être impacté au travers de ses revenus de gestion ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;
- les risques de non-conformité à la réglementation et à la législation. Amundi conduit une activité régulée. Dans ce cadre, ses activités font régulièrement l'objet de missions de contrôle et d'enquête de différents régulateurs. Ces missions peuvent mettre en évidence certaines irrégularités et peuvent, dans certains cas, conduire à des amendes ou autres pénalités.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ;
- l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers ;
- l'évaluation des provisions au titre des garanties octroyées aux fonds et aux émissions structurées ;
- l'évaluation des provisions pour engagements de retraite ;
- l'évaluation des provisions au titre des risques juridiques, réglementaires et de non-conformité ;
- la valorisation (dont quote-part de résultat net) des entreprises mises en équivalence.

Toutes ces évaluations sont réalisées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des états financiers.

Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont pas influencés par ces facteurs.

Toutefois, les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées en date intermédiaire uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

- le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,
- il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,
- le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable.

Les commissions de surperformance sont ainsi reconnues à l'échéance de la période de calcul.

Impôts

Dans le cadre de l'arrêté intermédiaire, la charge d'impôt (courante et différée) est estimée en retenant la méthode du taux annuel moyen estimé.

Engagements de retraite

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles de l'exercice précédent, le Groupe ne procédant pas à une évaluation actuarielle en cours d'année. Ces évaluations actuarielles de fin d'année sont toutefois ajustées pour tenir compte d'événements non récurrents au cours du semestre susceptible d'avoir un impact sur l'engagement. Par ailleurs, les montants comptabilisés au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés pour tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination du taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

Au 30 juin 2026, compte tenu de l'évolution non significative des taux iBoxx, Amundi n'a pas ajusté le taux d'actualisation retenu dans les comptes au 31 décembre 2025.

Note 2 NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

2.1 Revenus nets de gestion

Les commissions s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Commissions nettes	1 648 788	3 109 342	1 566 699
Commissions de surperformance	122 713	173 148	57 676
TOTAL DES REVENUS NETS DE GESTION	1 771 501	3 282 490	1 624 374

L'analyse des revenus nets de gestion est présentée dans la note 5.1.

2.2 Produits nets financiers

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Produits d'intérêts	72 034	166 647	87 166
Charges d'intérêts	(68 958)	(156 188)	(79 716)
Marge nette d'intérêts	3 076	10 458	7 450
Dividendes reçus	4 350	8 463	6 806
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat par nature	(31 976)	69 416	39 271
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat par option	-	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	(4 716)	412	181
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(32 342)	78 291	46 258
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(50)	(2 350)	2
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	3 184	6 534	3 306
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 134	4 184	3 308
TOTAL DES PRODUITS NETS FINANCIERS	(26 132)	92 934	57 016

Au 30 juin 2026, le poste plus ou moins value latentes sur actifs à la juste valeur par résultat par nature intègre une charge de 68,3 millions d'euros relatifs à la revalorisation de la participation d'Amundi dans ICG comptabilisée à la juste valeur par résultat jusqu'au 31 mars 2026, date de sa consolidation selon la méthode de mise en équivalence (cf. section relative aux faits marquants).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

En milliers d'euros	S1 2026			2025			S1 2025		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur									
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	(64 163)	43 490	(20 673)	127 550	(121 177)	6 373	202 149	(192 509)	9 640
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	(26 350)	47 023	20 673	139 653	(146 026)	(6 373)	197 276	(206 916)	(9 640)
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	(90 513)	90 513	-	267 203	(267 203)	-	399 425	(399 425)	-

2.3 Autres produits nets

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Autres produits (charges) nets d'exploitation bancaire	(48 670)	(96 858)	(48 237)
Autres produits (charges) nets d'exploitation non bancaire	30 524	63 110	29 805
TOTAL DES AUTRES PRODUITS (CHARGES) NETS	(18 146)	(33 748)	(18 432)

Les autres produits nets intègrent le chiffre d'affaires hors groupe réalisé par Amundi en lien avec l'activité de mise à disposition de moyens informatiques principalement au sein du groupe, ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles (contrats de distribution et contrats clients) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises pour 36 670 milliers d'euros au 30 juin 2026 et 36 656 milliers d'euros au 30 juin 2025.

2.4 Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Charges de personnel (y compris personnel mis à disposition et intérimaires)	(608 062)	(1 288 985)	(596 759)
Autres charges générales d'exploitation	(306 532)	(606 410)	(308 140)
Dont services extérieurs liés au personnel et charges assimilées	(3 881)	(7 007)	(3 687)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(914 595)	(1 895 395)	(904 899)

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Salaires et traitements	(424 429)	(857 708)	(417 985)
Cotisations régime de retraite	(34 293)	(53 462)	(32 595)
Charges sociales et taxes	(119 080)	(235 213)	(99 527)
Autres	(30 260)	(142 603)	(46 652)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(608 062)	(1 288 985)	(596 759)

Une charge de 10 775 milliers d'euros relative aux paiements à base d'actions est comptabilisée au 30 juin 2026 au titre des plans d'attribution d'actions de performance.

Ces plans d'attributions sont décrits ci-dessous :

Plans d'attributions d'actions de performance	Plan 2022 CRDV	Plan 2023 général	Plan 2023 CRDV	Plan 2024 général	Plan 2024 CRDV	Plan 2025 général	Plan 2025 CRDV	Plan 2026 général	Plan 2026 CRDV
Date de l'assemblée générale autorisant le plan	10/05/2021	10/05/2021	10/05/2021	12/05/2023	12/05/2023	12/05/2023	12/05/2023	12/05/2023	12/05/2023
Date du conseil d'administration	28/04/2022	27/04/2023	27/04/2023	25/04/2024	25/04/2024	28/04/2025	28/04/2025	28/04/2026	28/04/2026
Date d'attribution des actions	18/05/2022	27/04/2023	12/05/2023	25/04/2024	24/05/2024	28/04/2025	27/05/2025	28/04/2026	02/06/2026
Nombre d'actions attribuées	8 160	433 140	12 980	317 020	10 390	292 875	9 435	318 233	9 948
Modalités de règlement	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi	Actions Amundi
Période d'acquisition des droits	28/04/2022 03/05/2027	27/04/2023 28/04/2026	27/04/2023 04/05/2028	25/04/2024 05/05/2027	24/05/2024 06/05/2029	28/04/2025 05/05/2028	27/05/2025 07/05/2030	28/04/2026 07/05/2029	02/06/2026 07/05/2031
Conditions de performance ⁽¹⁾	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Conditions de présence	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Actions restantes au 31 décembre 2025 ⁽²⁾	3 264	277 920	7 788	292 730	8 312	283 468	9 435		
Actions attribuées au cours de la période								318 233	9 948
Actions livrées au cours de la période	1 632	274 570	2 596		2 078		1 886		
Actions annulées ou caduques au cours de la période		3 350		2 110		2 039			
Actions restantes au 30 juin 2026 ⁽²⁾	1 632	-	5 192	290 620	6 234	281 429	7 549	318 233	9 948
Juste valeur d'une action									
Tranche 1	53,60 euros	45,82 euros	54,00 euros	52,23 euros	60,75 euros	56,18 euros	65,05 euros	61,66 euros	71,15 euros
Tranche 2	49,62 euros	n.a.	49,94 euros	n.a.	56,61 euros	n.a.	60,78 euros	n.a.	66,55 euros
Tranche 3	45,47 euros	n.a.	45,82 euros	n.a.	52,23 euros	n.a.	56,18 euros	n.a.	61,66 euros
Tranche 4	41,08 euros	n.a.	41,47 euros	n.a.	47,67 euros	n.a.	51,29 euros	n.a.	56,77 euros
Tranche 5	36,76 euros	n.a.	37,12 euros	n.a.	43,11 euros	n.a.	46,40 euros	n.a.	51,88 euros

(1) Les conditions de performance sont basées sur le résultat net part du groupe (RNPG), le niveau de collecte et le coefficient d'exploitation du groupe ainsi que l'atteinte d'objectifs traduisant la mise en œuvre d'engagements RSE et ESG du Groupe.

(2) Quantité d'actions sur la base d'une réalisation des conditions de performance à 100%

Amundi évalue les actions attribuées et comptabilise une charge déterminée à la date d'attribution calculée à partir de la valeur de marché au jour de l'attribution. Les hypothèses relatives à la population des bénéficiaires (perte des droits en cas de licenciement ou démission) peuvent faire l'objet d'une révision au cours de la période d'acquisition et donner lieu à un réajustement de la charge.

2.5 Coût du risque

En milliers d'euros

	S1 2026	2025	S1 2025
Risque de crédit			
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	(244)	(457)	(110)
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	(247)	(463)	(123)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	16	151	(118)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(263)	(614)	(5)
Engagements par signature		-	
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	3	6	13
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti			
Engagements par signature	3	6	13
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-	-	-
Bucket 3 : Actifs dépréciés			
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-
Engagements par signature			
VARIATION DES PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT	(244)	(457)	(110)
VARIATION DES PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES ET PROVISIONS SUR AUTRES ACTIFS (1)	(639)	180	(694)
AUTRES GAINS (PERTES) NETTES (2)	(3 083)	(8 432)	(5 135)
TOTAL DU COÛT DU RISQUE	(3 966)	(8 709)	(5 939)

(1) Ce poste enregistre notamment les effets des provisions pour litiges et des provisions pour risques de non-conformité réglementaires.

(2) Ce poste intègre les gains ou pertes nettes issues de l'activité, dont notamment certaines charges liées au risque opérationnel et relevant de cette catégorie.

Les corrections de valeur pour pertes correspondantes aux provisions sur engagement hors bilan et comptabilisées au sein du poste coût du risque (au titre du risque de crédit) sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Engagements sains							Total	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	Engagements dépréciés (Bucket 3)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)		
AU 1^{er} JANVIER 2026	18 278 178	-	1 253 198	(14)	0	(1)	19 531 377	(15)	19 531 362
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	699 819	-	(699 819)	-	-	-	-	-	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	(129 841)		129 841				-	-	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	829 660		(829 660)				-	-	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							-	-	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							-	-	
TOTAL APRÈS TRANSFERT	18 977 997	-	553 379	(14)	0	(1)	19 531 377	(15)	19 531 362
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	(1 331 796)	-	33 614	8	-	1	(1 298 172)	9	
Nouveaux engagements donnés									
Extinction des engagements									
Passage à perte									
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation									
Evolution des paramètres de risque de crédit sur la période				3				3	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Autres	(1 331 796)		33 614	5		1	(1 298 172)	5	
AU 30 JUIN 2026	17 646 201	-	586 993	(6)	0	0	18 233 205	(6)	18 233 198

Les provisions sur engagement hors bilan, correspondent aux provisions accordées par Amundi dans le cadre de garanties aux fonds. Concernant le provisionnement de ces garanties, le montant de la provision correspond à l'estimation du risque d'appel en garantie.

2.6 Gains ou pertes sur autres actifs

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Plus-values de cessions immobilisations corporelles et incorporelles	63	337	108
Moins-values de cessions immobilisations corporelles et incorporelles	(202)	(25)	(12)
Résultat de cession de titres de participations consolidées	-	402 059	402 383
Produits nets sur opérations de regroupement			
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	(139)	402 371	402 480

2.7 Impôts

En milliers d'euros	S1 2026	2025	S1 2025
Charge d'impôt courant	(278 608)	(474 230)	(221 387)
Produit (charge) d'impôt différé	(1 004)	22 265	(23 174)
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPÔT DE LA PÉRIODE	(279 612)	(451 966)	(244 561)

2.8 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Les gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au cours du premier semestre 2026 sont détaillés ci-dessous :

<i>En milliers d'euros</i>			
- Gains et pertes recyclables	S1 2026	2025	S1 2025
Gains et pertes sur écarts de conversion	9 485	(66 502)	(67 979)
Ecart de réévaluation de la période	9 485	(66 502)	(48 463)
Transferts en résultat			(19 516)
Autres reclassifications			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	755	4 669	3 321
Ecart de réévaluation de la période	705	2 319	3 323
Transferts en résultat	50	2 350	(2)
Autres reclassifications			
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période		-	
Transferts en résultat		-	
Autres reclassifications		-	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	44 643	(154 877)	(139 903)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	(417)	(1 010)	(668)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET RECYCLABLES ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT	54 466	(217 719)	(205 229)
<i>En milliers d'euros</i>			
- Gains et pertes non recyclables	S1 2026	2025	S1 2025
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(1)	6 504	3
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	144 812	47 690	37 930
Ecart de réévaluation de la période	144 812	47 690	37 930
Transferts en réserves			
Autres reclassifications			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	(1)	(2 171)	(2)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence			
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET NON RECYCLABLES ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT	144 810	52 023	37 932
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	199 276	(165 696)	(167 298)
<i>Dont part Groupe</i>	196 918	(162 322)	(163 145)
<i>Dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	2 358	(3 374)	(4 153)

Le détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres est présenté ci-dessous :

	31.12.2025				Variation S1 2026				30.06.2026			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>												
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES												
Gains et pertes sur écarts de conversion	1 936	-	1 936	3 201	9 485	-	9 485	7 127	11 421	-	11 421	10 328
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(339)	284	(55)	(55)	755	(417)	338	338	416	(133)	283	283
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture									-	-	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	1 597	284	1 880	3 146	10 240	(417)	9 823	7 465	11 837	(133)	11 704	10 611
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	(179 071)	-	(179 071)	(179 071)	44 643	-	44 643	44 643	(134 428)	-	(134 428)	(134 428)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(177 474)	284	(177 190)	(175 925)	54 883	(417)	54 466	52 108	(122 591)	(133)	(122 724)	(123 817)
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	6 005	(3 047)	2 959	2 959	(1)	(1)	(2)	(2)	6 003	(3 047)	2 957	2 957
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	143 306	-	143 305	143 305	144 812	-	144 812	144 812	288 118	-	288 117	288 117
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	149 311	(3 047)	146 264	146 264	144 811	(1)	144 810	144 810	294 121	(3 047)	291 074	291 074
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	149 311	(3 047)	146 264	146 264	144 811	(1)	144 810	144 810	294 121	(3 047)	291 074	291 074
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(28 164)	(2 763)	(30 927)	(29 662)	199 694	(418)	199 276	196 918	171 530	(3 181)	168 349	167 256

Note 3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 Caisses et banques centrales

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Caisses	4	5
Banques centrales	2 746 515	1 897 926
TOTAL DES CAISSES ET BANQUES CENTRALES	2 746 519	1 897 931

3.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 264 876	4 091 619
Instruments dérivés de couverture	15 423	12 990
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	179 269	544 877
Instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	2 363 551	3 474 469
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	14 284 520	14 476 493
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	21 107 640	22 600 448

3.2.1 Actifs financiers détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Instruments dérivés de transaction	4 264 876	4 091 619
<i>dont swaps de taux</i>	1 000 397	932 416
<i>dont swaps sur actions et indices</i>	3 263 576	3 158 259
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	4 264 876	4 091 619

Cette rubrique inclut la juste valeur des dérivés contractés par Amundi dans le cadre de son activité d'intermédiation : dérivés contractés avec les fonds et retournés avec des contreparties de marché.

3.2.2 Actifs - Instruments dérivés de couverture

En milliers d'euros	30.06.2026			31.12.2025		
	Valeur marché		Montant notionnel	Valeur marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR						
Taux d'intérêt	14 143	2 498	1 015 000	12 930	5 745	965 000
Change	374		55 045	60		45 015
COUVERTURE D'INVESTISSEMENTS NETS DANS UNE ACTIVITE A L'ÉTRANGER	906		431 778		1 157	425 482

Les couvertures de juste valeur de taux d'intérêt se rapporte aux Obligations Assimilables du Trésor (OAT) détenues par Amundi à titre de collatéral dans le cadre de la réglementation EMIR.

3.2.3 Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	179 269	544 877
Actions et autres titres à revenu variable	70 847	113 310
Titres de participations non consolidés	108 422	431 567
Instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	1 419 500	2 468 955
Fonds	1 419 500	2 468 955
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	15 228 572	15 482 007
Créances sur les établissements de crédit	14 284 521	14 476 493
Obligations et autres titres à revenu fixe	944 051	1 005 514
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	16 827 341	18 495 839

Cette rubrique inclut la juste valeur des investissements d'amorçage (*seed money*), des placements pour compte propre ainsi que des actifs de couverture des émissions d'EMTN (cf. note 3.3.3).

3.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 532 297	2 474 682
Instruments dérivés de couverture	2 498	13 229
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	17 285 891	17 408 347
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	19 820 686	19 896 258

3.3.1 Passifs détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Instruments dérivés de transactions	2 532 297	2 474 682
dont swaps de taux	25 930	28 273
dont swaps sur actions et indices	2 502 497	2 442 785
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	2 532 297	2 474 682

Cette rubrique inclut la juste valeur des dérivés contractés par Amundi dans le cadre de son activité d'intermédiation : dérivés contractés avec les fonds et retournés avec des contreparties de marché.

3.3.2 Passifs - Instruments dérivés de couverture

Cf. note 3.2.2. Actifs - instruments dérivés de couverture.

3.3.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Titres de dettes	17 285 891	17 408 347
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION	17 285 891	17 408 347

Cette rubrique enregistre les titres émis par les véhicules d'émission d'EMTN à destination de la clientèle. La valeur nominale de ces émissions est de 15 481,8 millions d'euros au 30 juin 2026 et de 15 748,8 millions d'euros au 31 décembre 2025.

3.4 Informations sur la compensation des actifs et passifs financiers

3.4.1 Compensation - Actifs financiers

Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de conventions-cadre de compensation et autres accords similaires

en milliers d'euros Nature des opérations	Montant brut des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montant brut des passifs effectivement compensés comptablement	Montant net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montant brut des passifs financiers relevant de la convention cadre de compensation	Montant des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d)		(e) = (c) - (d)
30.06.2026			-			-
Dérivés	4 279 396	-	4 279 396	2 196 728	1 424 701	657 967
Actifs financiers soumis à compensation	4 279 396	-	4 279 396	2 196 728	1 424 701	657 967
31.12.2025						
Dérivés	4 103 665	-	4 103 665	2 117 696	1 321 637	664 332
Actifs financiers soumis à compensation	4 103 665	-	4 103 665	2 117 696	1 321 637	664 332

Les montants bruts de dérivés présentés dans ces tableaux excluent les ajustements pour risques de contrepartie, Credit Valuation Adjustment (CVA) et Debit Valuation Adjustment (DVA).

3.4.2 Compensation - Passifs financiers

Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de conventions-cadre de compensation et autres accords similaires

en milliers d'euros Nature des opérations	Montant brut des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montant brut des actifs effectivement compensés comptablement	Montant net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montant brut des actifs financiers relevant de la convention cadre de compensation	Montant des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d)		(e) = (c) - (d)
30.06.2026			-			-
Dérivés	2 530 925	-	2 530 925	2 196 728	292 756	41 441
Passifs financiers soumis à compensation	2 530 925	-	2 530 925	2 196 728	292 756	41 441
31.12.2025						
Dérivés	2 484 287	-	2 484 287	2 117 696	262 342	104 249
Passifs financiers soumis à compensation	2 484 287	-	2 484 287	2 117 696	262 342	104 249

Les montants bruts de dérivés présentés dans ces tableaux excluent les ajustements pour risques de contrepartie, Credit Valuation Adjustment (CVA) et Debit Valuation Adjustment (DVA).

3.5 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

En milliers d'euros	30.06.2026			31.12.2025		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 582 416	523	(106)	1 542 650	811	(1 150)
Effets publics et valeurs assimilées	1 582 416	523	(106)	1 542 650	811	(1 150)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	529 807	299 175	(11 058)	384 482	154 808	(11 500)
Titres de participations non consolidés	529 807	299 175	(11 058)	384 482	154 808	(11 500)
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	2 112 223	299 698	(11 164)	1 927 132	155 619	(12 650)

3.6 Actifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Comptes ordinaires et au jour le jour (JJ)	798 636	812 435
Comptes et prêts à terme	268 608	169 527
Titres de dettes	124 641	124 903
Créances rattachées	3 695	1 368
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (VALEUR NETTE)	1 195 580	1 108 233

Les « actifs financiers au coût amorti » sont constitués de prêts et créances sur les établissements de crédit principalement consentis au groupe Crédit Agricole. Ils comprennent également des titres de dette relatifs à la souscription, en 2021, à une émission de titres subordonnés de Crelan (banque Belge) pour un montant de 125,0 millions d'euros (maturité de 10 ans).

Au 30 juin 2026, les corrections de valeur au titre du risque de crédit s'élèvent à 1 221 milliers d'euros et à 959 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

3.7 Passifs financiers au coût amorti

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Comptes et emprunts à terme	1 408 450	1 408 708
Dettes rattachées	3 154	2 409
Comptes ordinaires	146 918	6 941
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	1 558 522	1 418 058

La principale contrepartie des « passifs financiers au coût amorti » est le groupe Crédit Agricole.

3.8 Dettes subordonnées

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Dettes subordonnées à durée déterminée	313 205	306 106
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	313 205	306 106

3.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Créances d'impôts courants	122 176	21 422
Impôts différés actifs	212 219	221 319
TOTAL DES ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	334 395	242 741
Dettes d'impôts courants	309 540	144 237
Impôts différés passifs	84 263	91 967
TOTAL DES PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	393 803	236 205

3.10 Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

3.10.1 Comptes de régularisation et actifs divers

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Débiteurs divers (dont collatéral versé)	1 727 352	1 222 516
Produits à recevoir	678 728	633 974
Charges constatées d'avance	288 760	345 004
ACTIF - TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2 694 840	2 201 494

Les comptes de régularisation et actifs divers intègrent notamment les commissions de gestion et de surperformance à recevoir ainsi que le collatéral versé dans le cadre des contrats de dérivés. Ce collatéral (enregistré au sein du poste débiteurs divers) est enregistré au bilan actif pour 390 709 milliers d'euros au 30 juin 2026 et 328 480 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

3.10.2 Comptes de régularisation et passifs divers

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Créditeurs divers (dont collatéral reçu)	2 683 363	2 261 572
Charges à payer	1 343 510	1 270 850
Produits constatés d'avance	26 603	15 771
Dette locatives IFRS 16	373 632	295 450
Autres comptes de régularisation	487 957	222 500
PASSIF - TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATIONS ET PASSIFS DIVERS	4 915 065	4 066 144

Les comptes de régularisation et passifs divers comprennent notamment les dettes sur bonus, les rétrocessions à verser aux distributeurs ainsi que le collatéral reçu dans le cadre des contrats de dérivés. Ce collatéral (présenté au sein du poste créditeurs divers) est enregistré au bilan passif pour 1 553 698 milliers d'euros au 30 juin 2026 et 1 431 646 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

3.11 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition est de 6 564,5 millions d'euros au 30 juin 2026 et 6 560,6 millions d'euros au 31 décembre 2025. Cette évolution s'explique par les variations de change de la période.

En l'absence d'indice de perte de valeur, le groupe n'a pas procédé à l'estimation de la valeur recouvrable du goodwill et aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée.

3.12 Capitaux propres

3.12.1 Composition du capital social

Au 30 juin 2026, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A	137 606 742	66,67%	68,26%
Autres sociétés du groupe Crédit Agricole	3 450 657	1,67%	1,71%
Salariés	4 847 042	2,35%	2,40%
Actions en autodétention	4 805 605	2,33%	
Flottant	55 676 280	26,98%	27,62%
TOTAL DES TITRES	206 386 326	100,00%	100,00%

3.12.2 Dividendes

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du 2 juin 2026, il a été décidé le versement d'un dividende de 4,25 € par action pour chacune des 206 386 326 actions ouvrant droit au dividende.

En euros	Au titre de l'exercice 2025	Au titre de l'exercice 2024
Dividende ordinaire par action	4,25	4,25

Note 4 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers évalués au bilan à la juste valeur sont valorisés sur la base de prix cotés ou de techniques de valorisations qui maximisent l'utilisation de données observables.

4.1 Dérivés

La valorisation des dérivés intègre :

- un ajustement relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* ou CVA) qui vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.
- un ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debit Value Adjustment – DVA*) qui vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

4.2 Autres actifs et passifs financiers

Autres actifs financiers

Les titres de participation non consolidés cotés (dont essentiellement Resona Holding), les titres d'effets publics (cotés sur un marché organisé), les obligations cotées ainsi que les parts de fonds avec une valeur liquidative disponible au moins deux fois par mois sont classés en niveau 1. Tous les autres actifs et passifs valorisés à la juste valeur sont classés en niveau 2 à l'exception des fonds de Private Equity qui sont classés en niveau 3.

Autres passifs financiers

Les passifs à la juste valeur sur option résultent des véhicules d'émission d'EMTN. Ces passifs sont classés en niveau 2.

4.3 Actifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan

Les tableaux ci-après présentent les encours au bilan des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur classés par niveau de juste valeur :

	Total 30.06.2026	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 264 876	-	4 264 876	-
Instruments dérivés	4 264 876	-	4 264 876	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16 827 341	2 252 628	14 526 638	48 075
Instruments de capitaux propres	179 269	5 144	174 125	-
Actions et autres titres à revenu variable	70 847	-	70 847	-
Titres de participation non consolidés	108 422	5 144	103 278	-
Instruments de dettes à la juste valeur par nature	1 419 500	1 303 433	67 992	48 075
Fonds	1 419 500	1 303 433	67 992	48 075
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	15 228 572	944 051	14 284 521	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	944 051	944 051	-	-
Créances sur les établissements de crédit	14 284 521	-	14 284 521	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	2 112 223	2 094 031	18 192	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	529 807	511 615	18 192	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	529 807	511 615	18 192	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 582 416	1 582 416	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	1 582 416	1 582 416	-	-
Instruments dérivés de couverture	15 423	-	15 423	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	23 219 863	4 346 659	18 825 129	48 075

	Total 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
<i>En milliers d'euros</i>		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 091 619	-	4 091 619	-
Instruments dérivés	4 091 619	-	4 091 619	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	18 495 839	3 732 701	14 720 486	42 652
Instruments de capitaux propres	544 877	322 814	222 063	-
Actions et autres titres à revenu variable	113 310	-	113 310	-
Titres de participation non consolidés	431 567	322 814	108 753	-
Instruments de dettes à la juste valeur par résultat	2 468 955	2 404 373	21 930	42 652
Fonds	2 468 955	2 404 373	21 930	42 652
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	15 482 007	1 005 514	14 476 493	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 005 514	1 005 514	-	-
Créances sur les établissements de crédit	14 476 493	-	14 476 493	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	1 927 132	1 909 197	17 935	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	384 482	366 547	17 935	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	384 482	366 547	17 935	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 542 650	1 542 650	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	1 542 650	1 542 650	-	-
Instruments dérivés de couverture	12 990	-	12 990	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	24 527 580	5 641 898	18 843 030	42 652

4.4 Passifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan

	Total 30.06.2026	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 532 297	-	2 532 297	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 532 297	-	2 532 297	-
Instruments dérivés de couverture	2 498	-	2 498	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	17 285 891	-	17 285 891	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	19 820 686	-	19 820 686	-

	Total 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 474 682	-	2 474 682	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 474 682	-	2 474 682	-
Instruments dérivés de couverture	13 229	-	13 229	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	17 408 347	-	17 408 347	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	19 896 258	-	19 896 258	-

4.5 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les actifs et passifs financiers évalués au coût comprennent pour l'essentiel les créances et dettes envers les établissements de crédit et le collatéral versé et reçu dans le cadre des contrats de dérivés.

S'agissant d'appels de marge quotidiens, le groupe Amundi considère que le collatéral versé et reçu est enregistré pour sa juste valeur dans les postes du bilan « comptes de régularisation et actifs divers » et « comptes de régularisation et passifs divers ».

Le Groupe Amundi considère que le coût amorti des créances et dettes envers les établissements de crédit est une bonne approximation de la juste valeur. En effet, il s'agit principalement :

- d'actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les variations de taux d'intérêt n'ont pas d'impact significatif sur la juste valeur, car les taux de rendement de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché (cas des prêts et emprunts) ;
- d'actifs ou passifs à court terme pour lesquels la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché.

Note 5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Information sectorielle

Amundi exerce ses activités dans le seul secteur de la gestion pour compte de tiers. Il comporte donc un seul secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

En effet, la performance opérationnelle du Groupe n'est pas suivie à un niveau plus fin que le Groupe dans son ensemble. Les éléments qui sont revus à un niveau plus fin sont limités mensuellement à des informations de volume d'activité du Groupe (collecte, encours) et périodiquement à des informations portant sur les produits nets de commission par segment de

clientèle (*Retail*, institutionnels) ainsi que les produits nets issus de l'activité de fourniture de services technologiques (au travers d'Amundi Technology). A ce stade, le Groupe considère que l'ensemble de ces informations correspond davantage à un suivi de l'activité commerciale qu'à une mesure de performance opérationnelle destinée à prendre des décisions d'allocation de ressources. En effet les charges d'exploitation ne sont pas affectées aux segments de clientèle (*Retail* et institutionnels), ni à la récente activité technologique encore considérée comme non significative à ce stade.

Toutefois, le Groupe considère qu'il est utile de publier ces informations sur l'activité commerciale qui sont présentées ci-après en tant qu'information complémentaire par rapport à celles prévues par la norme IFRS 8 :

En millions d'euros		S1 2026	2025	S1 2025
Retail et Epargne entreprise	(1)	1 247	2 097	1 067
Institutionnels		372	955	474
<i>Institutionnels et Corporates</i>		277	787	391
Assureurs	(2)	95	168	83
Commissions nettes		1 619	3 052	1 542
Commissions de surperformance		123	173	58
Technologie et revenus liés		63	116	52
Total des revenus nets de gestion et activités liées		1 805	3 342	1 651
Produits nets financiers		-30	93	57
Autres produits (charges) nets issus de l'activité		(48)	(93)	(45)
TOTAL DES REVENUS NETS		1 727	3 342	1 663

(1) A compter de 2026, les revenus Epargne entreprise sont présentés sur la ligne « Retail et Epargne entreprise ». La présentation de l'année 2025 n'est pas modifiée, les revenus d'Epargne entreprise restent présentés sur la ligne « Institutionnels et Corporates ».

(2) Groupe Crédit Agricole et Société Générale

Par ailleurs la répartition des revenus nets se décompose par zone géographique de la façon suivante :

En millions d'euros		S1 2026	2025	S1 2025
France		833	1 783	877
Etranger		894	1 559	786
TOTAL DES REVENUS NETS		1 727	3 342	1 663

La ventilation des revenus nets repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

5.2 Parties liées

5.2.1 Périmètre des parties liées

Les parties liées sont les entreprises qui directement ou indirectement contrôlent ou sont contrôlées par, ou sont sous contrôle commun avec l'entreprise présentant ses états financiers.

Les parties liées d'Amundi sont (i) les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, (ii) les sociétés du Groupe Crédit Agricole, à savoir les Caisses Régionales, Crédit Agricole S.A, ses filiales, entreprises associées et co-entreprises. Aucun montant relatif à ces relations ne fait l'objet de provision pour dépréciation.

Par ailleurs, les fonds dans lesquels le groupe Crédit Agricole investit ne sont pas considérés comme des parties liées.

La liste des sociétés consolidées du Groupe Amundi est présentée dans la note 5.3. Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

5.2.2 Nature des relations avec les parties liées

Amundi a des relations commerciales avec les sociétés du groupe Crédit Agricole.

Le groupe Crédit Agricole intervient comme distributeur des produits financiers du Groupe Amundi, prêteur et emprunteur, contrepartie de dérivés, ainsi que comme dépositaire et agent de calcul. Par ailleurs, le groupe Crédit agricole met des moyens à disposition auprès d'Amundi et gère son contrat d'assurance des indemnités de fin de carrière.

De son côté, Amundi assure la gestion d'actifs de certains mandats du groupe Crédit Agricole et assure le rôle de teneur de comptes pour les dispositifs d'épargne salariale du groupe Crédit Agricole.

5.2.3 Transactions avec les parties liées

Les tableaux suivants présentent les opérations réalisées avec le groupe Crédit Agricole ainsi que les entités consolidées par mise en équivalence au sein du Groupe Amundi.

Les seules transactions entre Amundi et ses principaux dirigeants sont les rémunérations versées au titre des contrats de travail et les jetons de présence.

En milliers d'euros	Groupe Crédit Agricole		
	S1 2026	2025	S1 2025
Résultat			
Intérêts et produits (charges) assimilés	(27 500)	(60 651)	(23 799)
Revenus (charges) de commissions	(299 057)	(544 630)	(262 294)
Autres produits (charges) nets	(12 042)	(23 985)	(11 359)
Charges générales d'exploitation	(2 060)	(15 238)	(10 754)
BILAN	30.06.2026	31.12.2025	30.06.2025
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	384 606	240 755	747 204
Comptes de régularisation et actifs divers	145 360	101 559	83 335
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15 806 646	16 040 873	16 271 448
Passif			
Dettes subordonnées	313 205	306 106	313 189
Dettes envers les établissements de crédit	1 555 623	1 413 353	1 741 063
Comptes de régularisation et passifs divers	271 006	220 414	209 349
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	77 799	91 308	101 397
Hors-bilan			
Garanties données	4 058 921	3 214 960	3 959 219
Garanties reçues	459 940	435 631	400 551

En milliers d'euros		Entreprises associées et co-entreprises		
Résultat		S1 2026	31.12.2025	S1 2025
Intérêts et produits (charges) assimilés		-	-	-
Revenus (charges) de commissions		(113 707)	(82 687)	(37 084)
Charges générales d'exploitation		1 247	1 991	1 091
BILAN		30.06.2026	31.12.2025	30.06.2025
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit		-	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers		2 203	2 503	1 720
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-	-
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit				
Comptes de régularisation et passifs divers		85 608	30 452	37 038
Hors-bilan				
Garanties données		-	-	-
Garanties reçues		-	-	-

5.3 Périmètre de consolidation

5.3.1 Périmètre au 30 juin 2026 et évolution sur l'exercice

Sociétés consolidées	Notes	Evolution du périmètre	Méthode	30.06.2026		31.12.2025		Implantations
				% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt	
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
AMUNDI			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI ASSET MANAGEMENT			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI FINANCE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI FINANCE EMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI IMMOBILIER			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI INDIA HOLDING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI INTERMEDIATION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI IT SERVICES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI PRIVATE EQUITY FUNDS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI ESR			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI VENTURES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
ANATEC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CPR AM			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
LCL EMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
SOCIETE GENERALE GESTION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
KBI GLOBAL INVESTORS LTD PARIS BRANCH	(6)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
FONDS ET OPCV								
ACAJOU			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CEDAR			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CHORIAL ALLOCATION			Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	France
LONDRES CROISSANCE 16			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
OPCI IMMANENS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
OPCI IMMO EMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
RED CEDAR			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI PE SOLUTION ALPHA 2			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
LOTUS LCR			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France

				30.06.2026		31.12.2025		
				% de	%	% de	%	
Sociétés consolidées	Notes	Evolution du périmètre	Méthode	contrôle	d'intérêt	contrôle	d'intérêt	Implantations
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
AMUNDI DEUTSCHLAND GMBH			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Allemagne
AIXIGO AG			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Allemagne
AMUNDI-ACBA ASSET MANAGEMENT		Entrée	Globale	51,0	51,0	-	-	Arménie
AMUNDI AUSTRIA GMBH			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Autriche
AMUNDI ASSET MANAGEMENT BELGIUM BRANCH		(1)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Belgique
AMUNDI CZECH REPUBLIC ASSET MANAGEMENT SOFIA BRANCH		(2)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Bulgarie
AMUNDI INTERMEDIATION CANADA INC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Canada
AMUNDI ASSET MANAGEMENT AGENCIA EN CHILE		(1)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Chili
ABC-CA FUND MANAGEMENT CO. LTD			Equivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	Chine
AMUNDI BOC WEALTH MANAGEMENT CO. LTD			Globale	55,0	55,0	55,0	55,0	Chine
AMUNDI FINTECH SHANGAI CO. LTD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Chine
NH-AMUNDI ASSET MANAGEMENT			Equivalence	30,0	30,0	30,0	30,0	Corée
AMUNDI ASSET MANAGEMENT DUBAI BRANCH		(1)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Emirats Arabes Unis
AMUNDI IBERIA SGIIC SA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Espagne
SABADELL ASSET MANAGEMENT, S.A, S.G.I.I.C			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Espagne
VICTORY CAPITAL HOLDINGS INC.			Equivalence	4,6	27,5	4,6	26,7	Etats-Unis
AMUNDI US INVESTMENT ADVISORS HOLDING LLC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Etats-Unis
AMUNDI US INVESTMENT ADVISORS LLC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Etats-Unis
KBI GLOBAL INVESTORS LTD BOSTON BRANCH		(6)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Etats-Unis
KBI GLOBAL INVESTORS (NORTH AMERICA) LTD BOSTON BRANCH		(7)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Etats-Unis
AMUNDI ASSET MANAGEMENT FINLAND BRANCH		(1)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Finlande
AMUNDI HONG KONG Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Hong-Kong
AMUNDI INVESTMENT FUND MGMT PRIVATE LTD CO.			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Hongrie
SBI FUNDS MANAGEMENT LIMITED			Equivalence	36,3	36,3	36,3	36,3	Inde
KBI GLOBAL INVESTORS LTD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Irlande
KBI GLOBAL INVESTORS (NORTH AMERICA) LTD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Irlande
AMUNDI IRELAND LTD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Irlande
AMUNDI INTERMEDIATION DUBLIN BRANCH		(4)	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Irlande
AMUNDI REAL ESTATE ITALIA SGR SPA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie

Sociétés consolidées	Notes	Evolution du périmètre	Méthode	30.06.2026		31.12.2025		Implantations
				% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt	
AMUNDI SGR SPA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie
KBI GLOBAL INVESTORS LTD MILAN BRANCH	(6)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie
AMUNDI JAPAN			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Japon
FUND CHANNEL			Globale	66,7	66,7	66,7	66,7	Luxembourg
AMUNDI LUXEMBOURG			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Luxembourg
AMUNDI MALAYSIA SDN BHD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Malaisie
Wafa Gestion			Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	Maroc
AMUNDI ASSET MANAGEMENT MEXICO BRANCH	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Mexique
AMUNDI ASSET MANAGEMENT NEDERLAND	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Pays-Bas
AMUNDI POLSKA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Pologne
AMUNDI CZECH REPUBLIC INVESTICNI SPOLECNOST AS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Rép. Tchèque
AMUNDI CZECH REPUBLIC ASSET MANAGEMENT			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Rép. Tchèque
AMUNDI ASSET MANAGEMENT S.A.I. SA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Roumanie
AMUNDI UK Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume-Uni
AMUNDI IT SERVICES LONDON BRANCH	(5)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume-Uni
INTERMEDIATE CAPITAL GROUP PLC		Entrée	Equivalence	4,8	7,7	-	-	Royaume-Uni
AMUNDI SINGAPORE Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Singapour
AMUNDI INTERMEDIATION ASIA PTE LTD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Singapour
FUND CHANNEL SINGAPORE BRANCH	(3)		Globale	100,0	66,7	100,0	66,7	Singapour
AMUNDI CZECH REPUBLIC ASSET MANAGEMENT BRATISLAVA BRANCH	(2)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Slovaquie
AMUNDI ASSET MANAGEMENT SWEDEN BRANCH	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Suède
AMUNDI ALPHA ASSOCIATES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Suisse
AMUNDI SUISSE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Suisse
AMUNDI TAIWAN			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Taiwan

(1) Succursales d'AMUNDI ASSET MANAGEMENT

(2) Succursales d'AMUNDI CZECH REPUBLIC INVESTICNI SPOLECNOST AS

(3) Succursale de FUND CHANNEL

(4) Succursale d'AMUNDI INTERMEDIATION

(5) Succursale d'AMUNDI IT SERVICES

(6) Succursales de KBI GLOBAL INVESTORS LTD

(7) Succursale de KBI GLOBAL INVESTORS (NORTH AMERICA) LTD

5.3.2 Mouvements de périmètre significatifs au cours de l'exercice

La participation d'Amundi dans ICG est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à compter du 31 mars 2026. Cette consolidation a entraîné la comptabilisation d'un effet de première consolidation d'un montant de +85 millions d'euros sur le poste quote-part de résultats des sociétés mises en équivalence correspondant essentiellement à l'annulation des effets de revalorisation de la participation comptabilisés à la juste valeur par résultat avant sa date de consolidation.

Dans le cadre de ce partenariat, Amundi prévoit d'acquérir une participation économique totale de 9,9 % dans ICG. Au 30 juin 2026, cette participation s'élève à 7,7 % du capital d'ICG et la valeur de mise en équivalence dans le bilan d'Amundi s'élève à 520,2 millions d'euros.

Par ailleurs, ICG est une société cotée dont la publication des comptes intervient selon un calendrier décalé par rapport à celui d'Amundi. En l'absence de données financières disponibles dans les délais de clôture, la quote-part de résultat retenue dans la valeur de mise en équivalence est estimée à partir de la dernière publication d'ICG

5.4 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan comprennent :

- les engagements de garantie des fonds :

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Engagements de garantie donnés	18 233 194	19 531 376

- les engagements de financement relatifs au « *Credit Revolving Facility* » accordé à Amundi pour 1 750 000 milliers d'euros ;
- les notionnels des dérivés contractés auprès des fonds et des contreparties de marché dont les justes valeurs sont présentées en note 3.2. et 3.3 :

En milliers d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Instruments de taux d'intérêts	10 566 434	10 838 694
Autres instruments	43 874 146	43 824 238
TOTAL NOTIONNELS	54 440 580	54 662 932

5.5 Évènements postérieurs à la clôture

Introduction en bourse de SBI Funds Management Ltd

Le 8 juillet 2026, Amundi et SBI (State Bank of India) ont annoncé le dépôt par SBI Funds Management Limited (« SBI FM ») d'un document préliminaire en vue de son introduction en bourse. SBI FM est une société indienne consolidée dans les comptes d'Amundi selon la méthode de la mise en équivalence et détenue à hauteur de 36% au 30 juin 2026.

La période de souscription s'est déroulée du 13 au 16 juillet 2026 et a donné lieu à une cession de 10% du capital de SBI FM sans émission d'actions nouvelles, dont 3,7% cédés par Amundi.

La cotation de SBI FM est effective depuis le 21 juillet 2026 au Bombay Stock Exchange (BSE) et au National Stock Exchange of India (NSEI).

La cession réalisée par Amundi conduira notamment à reconnaître une plus-value de cession dans les comptes du troisième trimestre 2026. A la date d'établissement des comptes, l'impact de cette cession est estimé à environ 300 millions d'euros net d'effets impôt.



06

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

**6.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE**

64

6.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Amundi, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris-La Défense et Levallois-Perret, le 30 juillet 2026

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Marjorie Blanc Lourme

Forvis Mazars SA

Jean Latorzeff

Jean-Baptiste Meugniot

07

PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

**7.1 PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

66



7.1 Personne responsable du rapport financier semestriel

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 2 du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

L'attestation d'examen limité relatif aux comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2026 figure ci-dessus, au chapitre 6.

Le 31 juillet 2026

Valérie Baudson

Directrice Générale de la Société

AMUNDI

Société Anonyme au capital de 515 965 815 €
Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 PARIS
SIREN : 314 222 902 RCS PARIS
LEI : 9695 00 10FL2T1TJKR5 31
Site Internet : le-groupe.amundi.com

Crédits photos :

Jacob Wackerhausen, xphotoz/GettyImages (modifiées avec l'IA) ; Julien Lutt/CAPA Pictures ; William Beaucardet ; Christopher Jue/CAPA Pictures ; Bruno Levy

Conception et Réalisation



Amundi,
votre partenaire de confiance
qui agit chaque jour
dans votre intérêt et celui de la société

Amundi
CRÉDIT AGRICOLE

La confiance, ça se mérite